

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1323

5 juin 2013

SOMMAIRE

Allegro Group S.à r.l.	63465	M 4	63465
Allegro Group S.à r.l.	63466	Matterhorn Midco & Cy S.C.A.	63503
Allegro S.à r.l.	63466	MOSAID Technologies Incorporated - Lu-	
Allegro S.à r.l.	63465	xembourg Branch	63463
Cyclope Investissements	63484	NESTOR Investment Management S.A.	
Energy Asset Management S.à r.l.	63466		63464
Energy Asset Management S.à r.l.	63465	OHL Finance S.à r.l.	63460
Enzo Immobilière	63502	Optimistan Business International	63461
FT Rendite Plus	63466	Orco Property Group	63467
Garage Jean Kessler	63458	Orion International S.A.	63463
GILLESSEN FRERES SPRL; Succurale de		OSCAR Lux AcquiholdCo S.à r.l.	63499
Luxembourg	63458	Parelpark Investments S.à r.l./B.V.	63467
Globfin S.A.	63458	Porsche Classic Club Luxembourg	63462
Gravilux S.A.	63458	Rianvest Holding S.A. SPF	63461
Groovy Consulting S.à r.l.	63458	Riviera Property S.A.	63462
Hardman Investments S. à r.l.	63459	S+B Inbau S.à r.l.	63462
Idéal Service Toiture S.A.	63459	Sovacom Sàrl	63461
Ides S.à r.l.	63460	Stradeq S.A., Business Solutions	63463
IEE International Electronics & Engineer-		Synapsia SA	63461
ing S.A.	63459	Telpro Communications (Luxembourg)	
IHC-Company S.A.	63460	S.A.	63464
Immobauwerke A.G.	63460	TEMTEX S. A. & Cie. Prof. Dr. Harald	
Immobilière Joubine S.à r.l.	63460	Stein 3. Leasing S.e.c.s.	63504
Invergarry Leasing S.à r.l.	63459	Top Paradis Holding (Luxembourg) S. à r.l.	
Invista European Real Estate Finance S.à			63461
r.l.	63459	Victor Holdings S.A.	63504
LOYS Sicav	63465	Voltage Luxco S.à r.l.	63464

Garage Jean Kessler, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6187 Gonderange, Zone Artisanale Gehaansraich.

R.C.S. Luxembourg B 65.118.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013049880/11.

(130060864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

GILLESSEN FRERES SPRL; Succurale de Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-9991 Weiswampach, 17B, Duarefstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 102.489.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 concernant GILLESSEN FRERES S.P.R.L., ayant pour succursale GILLESSEN FRERES SPRL; Succurale de Luxembourg ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 17/04/2013.

Référence de publication: 2013049892/11.

(130060614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Globfin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 97.448.

Le bilan de la société au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 avril 2013.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013049895/12.

(130061201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Gravilux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 136.976.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour GRAVILUX S.A.

Référence de publication: 2013049901/10.

(130061043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Groovy Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4979 Fingig, 48, rue Nicolas Margue.

R.C.S. Luxembourg B 157.646.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013049902/10.

(130061322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Idéal Service Toiture S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5770 Weiler-la-Tour, 26A, rue du Schlammestee.
R.C.S. Luxembourg B 144.007.

Les comptes annuels au 31.12.10 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L-5770 Weiler-la-Tour, le 18 avril 2013.

Monsieur Goncalves Teixeira Joao

Gérant

Référence de publication: 2013049926/12.

(130061040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Invergarry Leasing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 113.003.

Les comptes annuels audités de la société pour la période au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013049929/12.

(130061458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Hardman Investments S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 151.382.

Rectificatif du dépôt référencé sous le numéro L110107949 du 8 juillet 2011

Le bilan rectificatif au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013049907/10.

(130060706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Invista European Real Estate Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 108.462.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 avril 2013.

Référence de publication: 2013049930/10.

(130061114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

IEE International Electronics & Engineering S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6468 Echternach, Zone Industrielle.
R.C.S. Luxembourg B 134.858.

Les comptes consolidés au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013049933/10.

(130061146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Ides S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8366 Hagen, 12A, rue de Randlingen.

R.C.S. Luxembourg B 128.058.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mars 2013.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013049932/13.

(130061486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

IHC-Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 96.914.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 avril 2013.

Référence de publication: 2013049935/10.

(130060887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Immobauwerke A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 45.438.

Les comptes annuels du 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 avril 2013.

Référence de publication: 2013049938/10.

(130061240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Immobilière Joubine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7244 Bereldange, 15, rue de la Paix.

R.C.S. Luxembourg B 103.567.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 avril 2013.

Pour compte de Immobilière Joubine Sàrl

Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2013049940/12.

(130060851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

OHL Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 83.066.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013050076/9.

(130060630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Optimistan Business International, Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 121, rue de Muhlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 158.159.

Le bilan au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013050077/9.

(130061158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Synapsia SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 159.857.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013050177/9.

(130061001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Sovacom Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3225 Bettembourg, 12, Zone Industrielle Wolser 2.

R.C.S. Luxembourg B 59.961.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013050194/9.

(130060547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Top Paradis Holding (Luxembourg) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 33, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 135.979.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013050209/9.

(130060561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Rianvest Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 154.311.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale statutaire et par le conseil d'administration en date du 16 avril 2013

1. M. Hans DE GRAAF a démissionné de ses mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration.

2. Mme Valérie BERNS, administrateur de sociétés, née à Arlon (Belgique), le 21 février 1970, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommée comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2016.

3. M. Jacques CLAEYS a été nommé comme président du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2016.

Luxembourg, le 19 avril 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Rianvest Holding S.A. SPF

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013050854/18.

(130061987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

S+B Inbau S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6430 Echternach, 13, route de Diekirch.

R.C.S. Luxembourg B 135.341.

Auszug aus dem ausserordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter vom 31 März 2013

Infolge der Übertragung von Geschäftsanteilen, die von den Gesellschaftern ordnungsgemäß gebilligt, und der Gesellschaft ordnungsgemäß zugestellt wurde, ist das festgelegte Gesellschaftskapital, das durch 200 Anteile dargestellt ist, folgendermaßen verteilt:

Herr HACK Daniel	76 Anteile
Herr WOLFF Christian	76 Anteile
Herr EPPERS Dirk	48 Anteile
Total: achthundertsiebzig	200 Anteile

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, den 31. März 2013.

S+B INBAU SARL

Unterschriften

Référence de publication: 2013050870/19.

(130061990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

Riviera Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 52.218.

EXTRAIT

Il résulte d'une résolution écrite prise par l'actionnaire unique de la Société en date du 14 mars 2013 que suite à la démission de Monsieur George Resek, demeurant au 27 Crossfield Road GB NW 34NT Londres, de ses fonctions d'administrateur unique de la Société, Madame Joumana Saab, demeurant à Hachem Bidg. Bèshir Kassar St. Verdun Beyrouth (Liban) a été nommée, en remplacement, administrateur unique pour la durée d'une année.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2013

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013050865/16.

(130061618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

PCCL, Porsche Classic Club Luxembourg, Association sans but lucratif.

Siège social: L-3332 Fennange, 13, Op Grimmelbach.

R.C.S. Luxembourg F 1.001.

Art. 1^{er}. Changement de dénomination. L'association sans but lucratif est dénommée PORSCHE CLASSIC CLUB LUXEMBOURG, en abrégé «PCCL». Cette dénomination est valable pour toutes les langues en sa version française. Le club est officiellement reconnu par la firme Dr. Ing. h.c. F. PORSCHE AG.

Art. 4. Objet. Regroupement des propriétaires de véhicules automoteurs de la marque Porsche désignés «classiques» pas la firme Porsche AG, promotion de la sauvegarde et de la restauration des dits véhicules dans leur état d'origine et leur préservation de la destruction. – Organisation à Luxembourg ou à l'étranger des manifestations ayant un caractère sportif, culturel, touristique – Réalisation de toutes opérations mobilières et financières qui entrent dans l'objet social ou sont de nature à favoriser le développement de l'association.

Art. 27. Membre(s) de l'organe de gestion. Les documents administratifs engageant la responsabilité de l'association doivent porter minimum une signature; celle du président ou celle du secrétaire. Les documents financiers doivent porter minimum une signature: celle du président ou celle du trésorier. En cas d'empêchement et pour des besoins spécifiques, un autre membre du comité pourra être mandaté par le comité.

Référence de publication: 2013050842/19.

(130062254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

MOSAID Technologies Incorporated - Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 171.765.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de Mosaid Technologies Incorporated datées du 12 avril 2013 que:

1. La démission de Monsieur Bruno BEERNAERTS en tant représentant permanent de la Succursale a été acceptée avec effet au 1^{er} mars 2013;

2. Madame Agnes Csorgo, née à Hatvan (Hongrie), le 27 juillet 1978, résidant au 29, rue Fanny Leclerc, L-1925 Luxembourg, a été nommée représentant permanent de la Succursale avec effet au 1^{er} mars 2013 et ce pour une durée indéterminée

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 18 avril 2013.

Référence de publication: 2013050767/17.

(130061864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

Stradeq S.A., Business Solutions, Société Anonyme.

Siège social: L-8016 Strassen, 25, rue des Carrières.

R.C.S. Luxembourg B 96.893.

Extrait de la résolution extraordinaire prise par l'actionnaire unique en date du 13 mars 2013

Afin de palier au poste laissé vacant, en date du 31 janvier 2013, par Monsieur Vincent DERUDDER, démissionnaire, l'actionnaire unique décide de nommer à ce poste, en remplacement, la personne suivante:

- Monsieur Marc Alfred PATIGNY, né le 15 août 1951 à Etterbeek (Belgique) et demeurant en Belgique à 1780 Wemmel, Neerhof 128.

Monsieur Marc Alfred PATIGNY terminera le mandat de l'administrateur démissionnaire et son mandat expirera lors de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mars 2013.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2013050933/17.

(130061820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

Orion International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3505 Dudelange, 6, rue Dominique Lang.

R.C.S. Luxembourg B 61.909.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire du 01/12/2011

Les actionnaires réunis en assemblée générale extraordinaire ont pris à l'unanimité les décisions suivantes:

1^{ère} résolution

Suite à la fin des mandats, sont nommé administrateurs:

- Monsieur Bertrand DANIEL, administrateur de société, L-3411 Dudelange, 23, rue Grande-Duchesse Charlotte

- Monsieur Gérard TOTH, ingénieur physicien, L-5481 Wormeldange, 69, Route du Vin

- Monsieur Imre TOTH, ingénieur des Arts et Métiers, Hong-Kong, 156 Tai Hang Road Flat B3/F LincolnCourt

Le mandat est fixé pour un terme de 6 ans jusqu'à l'assemblée générale se déroulant en 2017.

2^{ème} résolution

Est nommé administrateur délégué pour un terme de 6 ans jusqu'à l'assemblée générale se déroulant en 2017:

- Monsieur Gérard TOTH, ingénieur physicien, L-5481 Wormeldange, 69, Route du Vin

Pour extrait conforme,

Dudelange, le 01/12/2011.

Référence de publication: 2013050806/20.

(130061788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

Telpro Communications (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 113.242.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE

«Par jugement du 18 avril 2013, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- TELPRO COMMUNICATIONS (Luxembourg) SA (B-113242),

Le même jugement a nommé juge commissaire Monsieur Thierry SCHILTZ, juge-délégué au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg et liquidateur Maître Lionel GUETH-WOLF, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire leurs déclarations de créances au greffe de la sixième chambre du tribunal de commerce avant le 9 mai 2013.

Pour extrait conforme

Lionel GUETH-WOLF

Le liquidateur»

Référence de publication: 2013050957/17.

(130061712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

NESTOR Investment Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 45.832.

—
Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung vom 8. März 2013, fortgesetzt am 22. März 2013

Am 22. März 2013 um 10 Uhr kamen am Gesellschaftssitz die Aktionäre obiger Gesellschaft zusammen.

Nach Feststellung der Rechtsgültigkeit, wird folgender Beschluss einstimmig gefasst:

Die Mandate der Aufsichtsratsmitglieder Rüdiger Tepke, Dr. Michael Kohlhasse, Dr. Tobias Spies und Hans-Jürgen Schäfer werden um ein weiteres Jahr verlängert und enden mit Ablauf der ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2014.

Die Prüfungsgesellschaft KPMG Luxembourg S.à.r.l., 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, wird zum Wirtschaftsprüfer für das Geschäftsjahr 2013 bestellt. Das Mandat endet mit Ablauf der im Jahre 2014 stattfindenden Generalversammlung.

Beschlussfassung vom 7.3.2013:

Der Aufsichtsrat beschließt die Mandate der Vorstandsmitglieder Frau Sabine Büchel und Herrn Dr. Detlef Mertens um ein weiteres Jahr zu verlängern. Die Mandate enden mit Ablauf der ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2014.

Luxemburg, den 19.4.2013.

Nestor Investment Management S.A.

Référence de publication: 2013050781/20.

(130062468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

Voltage Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 160.750.

—
Il ressort d'un contrat de cession daté du 16 avril 2013 que Helios Investors II, Africa Ltd a cédé les 16.600 parts sociales de la Société d'une valeur nominale de un dollar américain (USD 1) chacune qu'elle détenait dans le capital social de la Société à Helios Investors II, Africa (2) Ltd, une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois de l'Ile Maurice, dont le siège social se situe au 35 Cybercity, Alexander House, 3rd Floor, Ebene, Ile Maurice et immatriculée sous le numéro 106741 au Registrar of Companies of Mauritius.

Cette cession de parts sociales a pris effet le 16 avril 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Voltage Luxco S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2013050249/17.

(130060754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Allegro S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 136.517.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 24 mai 2013.

Pour Allegro S.à r.l.

Référence de publication: 2013067457/11.

(130083294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Energy Asset Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 114.836.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 24 mai 2013.

Pour Allegro S.à r.l.

Référence de publication: 2013067625/11.

(130083293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

M 4, Société Anonyme.

Siège social: L-5485 Wormeldange-Haut, 12, Wengertswee.

R.C.S. Luxembourg B 94.533.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 17 avril 2013.

Pour M4 S.A.

Référence de publication: 2013067812/11.

(130083798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Allegro Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5485 Wormeldange-Haut, 20, Wengertswee.

R.C.S. Luxembourg B 136.148.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 24 mai 2013.

Pour Allegro Group S.à r.l.

Référence de publication: 2013068087/11.

(130084104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

LOYS Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 153.575.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013068434/10.

(130084674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Allegro S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 136.517.

Extrait des résolutions de l'actionnaire unique de la société, prises en date du 23 mai 2013

L'actionnaire unique de la société, Allegro Group S.à r.l., enregistré au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B136148 et dont le siège social est à 20, Wengertswee, L-5485 Wormeldange-Haut, Luxembourg, décide de réélire Ernst & Young S.A. avec adresse au 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, en qualité de réviseur d'entreprises agréé de la société, pour une période prenant fin à la date à laquelle l'actionnaire unique prendra ses résolutions sur les comptes annuels de la société pour l'année financière se terminant le 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 24 mai 2013.

Allegro Group S.à r.l.

Référence de publication: 2013067456/16.

(130083291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Allegro Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5485 Wormeldange-Haut, 20, Wengertswee.

R.C.S. Luxembourg B 136.148.

Extrait des résolutions de la société, prises en date du 13 mai 2013

L'actionnaire unique décide de réélire Ernst & Young S.A., avec adresse au 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, en qualité de réviseur d'entreprises agréé de la société, pour une période prenant fin à la date à laquelle l'actionnaire unique prendra ses résolutions sur les comptes annuels de la société pour l'année financière se terminant le 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 24 mai 2013.

Manuel Hauser.

Référence de publication: 2013067455/14.

(130083289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

FT Rendite Plus, Fonds Commun de Placement.

Der Investmentfonds "FT Rendite Plus" ist am 28. März 2013 aufgelöst worden. Das Fondsvermögen wurde an die Anteilhaber ausgezahlt. Es wurden keine Beträge an die Caisse de Consignation überwiesen. Die Verwaltungsgesellschaft erklärt somit das Liquidationsverfahren für abgeschlossen.

Luxemburg, im Mai 2013.

Die Verwaltungsgesellschaft.

Référence de publication: 2013070202/2393/8.

Energy Asset Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 114.836.

Extrait des résolutions de l'actionnaire unique de la société, prises en date du 23 mai 2013

L'actionnaire unique de la société, Allegro S.à r.l., enregistré au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B136.517 et dont le siège social est au 23, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, décide de réélire Ernst & Young S.A., avec adresse au 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, en qualité de réviseur d'entreprises agréé de la société, pour une période prenant fin à la date à laquelle l'actionnaire unique prendra ses résolutions sur les comptes annuels de la société pour l'année financière se terminant le 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 24 mai 2013.

Allegro S.à r.l.

Référence de publication: 2013067624/16.

(130083290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Orco Property Group, Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 44.996.

—
RECTIFICATIF

Il y a lieu de rectifier comme suit la publication de la convocation de la société, à la page 62162 du Mémorial C n ° 1296 du 1^{er} juin 2013 en y ajoutant un titre au début du texte:

"The Company's Annual General Meeting originally scheduled for 30 May 2013 adjourned to 27 June 2013"

Référence de publication: 2013071650/10.

Parelpark Investments S.à r.l./B.V., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 3A, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 177.442.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the second day of May.

Before Maître Jean-Paul MEYERS, civil law notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of PARELPARK INVESTMENTS S.a r.l. / B.V. (the "Company"), a company organised under the laws of the Netherlands, having its statutory seat in 's-Gravenhage, the Netherlands, validly registered with the Dutch trade register of the Chamber of Commerce, under number 33239882 on the 24 July 1992.

The meeting is opened at 18.30 hours and is chaired by Mr Eric OSCH, manager, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer and the chairman appoints as secretary, Mr Peter EGAN, manager, professionally residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to record:

I. The sole member declares to have had full knowledge prior to the meeting of the agenda of such meeting set out under V. below and to waive to the extent necessary all notice periods.

II. That the name of the member, the proxyholder of the represented member and the number of its shares, are shown on an attendance list which, signed by the bureau of the meeting, the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to and be registered with the present deed.

The proxy form of the represented member, after having been initialled "ne varietur" by the above persons, will also remain annexed to the present deed;

III. That it appears from the attendance list that out of 1,820 shares in issue, all the shares are represented at the extraordinary general meeting so that the present meeting may validly deliberate on all items on the agenda;

IV. That the following documents were submitted to the meeting:

- (a) A copy of an extract of the register of commerce of Rotterdam, the Netherlands;
- (b) A copy of the written resolutions of a meeting of the board of directors of the Company held on the 26 April 2013;
- (c) A copy of the shareholders' resolution of the Company dated 26 April 2013;
- (d) A copy of the deed signed on the 26 April 2013 before Christiaan Coen Sip, deputy of the Dutch civil law notary Pieter Gerard van Druten, officiating in Amsterdam, the Netherlands, amending the articles of association of the Company and transferring the effective place of management to Luxembourg.

All the above mentioned documents initialled "ne varietur" by the appearing persons and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

V. That the agenda of the meeting is as follows:

Agenda

(1) To take note of the transfer of the principal office and place of management ("principal établissement") and centre of main interests ("centre des intérêts principaux") of the Company from Amsterdam, Netherlands, to Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

(2) To approve and confirm the Luxembourg law form of Company of a "Société à responsabilité limitée".

(3) To adopt new articles of association in the form attached to the proxy.

(4) To confirm the description and consistency of the assets and liabilities of the Company.

(5) To approve the report by the board of directors of the Company relating to the assets of the Company and to authorise the directors of the Company to establish an opening balance sheet in accordance with the value given to the assets.

(6) To acknowledge the following persons as managers of the Company:

- Chaumont (Directors) Limited, a company registered under the laws of the British Virgin Islands, with company number 161699, having its registered address at GTS Chambers, P.O Box 3471, Road Town, Tortola, BVI.

- Mr Eric Osch, born on March 13, 1971 in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, economist, residing professionally at 3A, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg.

- Mr Peter Egan, born on August 31, 1972 in Dublin, Ireland, accountant, residing professionally at 3A, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg.

VI. The chairman reports to the meeting that at the board meeting of the Company which was held in writing on the twenty-sixth day of April two thousand thirteen, as referred to in IV.(b) above, the board of the Company resolved to pursue its ongoing activities in an efficient manner to transfer the principal establishment and centre of main interests of the Company from the Hague, the Netherlands to Luxembourg, and that this transfer of principal establishment to another country, without liquidation of the Company, is authorised and accepted under Dutch and under Luxembourg law.

The meeting, after deliberation, unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The meeting approves, confirms and as far as is necessary ratifies the transfer of the principal place of business, place of effective management and seat of central administration of the Company from The Hague, the Netherlands to the Municipality of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, as per the twenty-sixth day of April two thousand thirteen.

Second resolution

The meeting approves, confirms and to the extent necessary ratifies the adoption of the Luxembourg form of a Company of a Société à responsabilité limitée.

Third resolution

The meeting adopts, confirms and to the extent necessary ratifies the restatement of the articles of association which will henceforth on read as follows:

ARTICLES OF INCORPORATION

1. Definitions.

1.1 In these Articles of Association the following words shall have the following meanings:

Company Body: the Management Board or the General Meeting;

Depositary Receipt: a depositary receipt for a Share;

General Meeting: the body of the Company consisting of Shareholders entitled to vote and usufructuaries and pledgees with voting rights, or a meeting of Persons with Meeting Right (as the case may be);

Inability: inability (belet) as referred to in Section 2:244 subsection 4 of the Dutch Civil Code, including the event that the relevant person claims inability for a certain period of time in writing;

in writing: by letter, telecopier, e-mail, or by a legible and reproducible message otherwise electronically sent, provided that the identity of the sender can be sufficiently established;

Law: any applicable law or regulation in the Netherlands and/or the Grand-Duchy of Luxembourg, as the case may be.

Management Board: the management board of the Company;

Meeting Right: the right to attend the General Meeting and to address the meeting in person or through a representative authorized in writing, and the other rights designated by law to holders of depositary receipts of shares to which Meeting Right is attached;

Persons with Meeting Right: a Shareholder, a holder of one or more Depositary Receipts with Meeting Right and any usufructuary or pledgee with voting rights in respect of one or more Shares and/or Meeting Right;

Share: a share in the capital of the Company;

Shareholder: a holder of one or more Shares;

Transferees: has the meaning assigned thereto in Article 10.4;

Transferor: has the meaning assigned thereto in Article 10.2.

1.2 References to Articles shall be deemed to refer to articles of these Articles of Association, unless the contrary is apparent.

2. Name and Official Seat.

2.1 The Company's name is:

Parelpark Investments S.à r.l / B. V.

2.2 The official seat of the Company is in The Hague, the Netherlands.

2.3 The principal place of business of the Company, its place of effective management, seat of central administration and effective place of management is in Luxembourg.

2.4 The Company may have branch offices elsewhere, also outside the Grand Duchy of Luxembourg.

2.5 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3. Objects.

3.1 The objects of the Company are the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2 The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its Subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.3 The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4 The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

3.5 The Company may grant guarantees, bind the Company and pledge its assets for obligations of the Company, group companies and/or third parties, acquire, alienate, manage and exploit registered property and items of property in general.

3.6 The Company may trade in currencies, securities and items of property in general, develop and trade in patents, trade marks, licenses, know-how and other intellectual and industrial property rights and perform any and all activities of an industrial, financial or commercial nature, and to do all that is connected therewith or may be conducive thereto, all to be interpreted in the broadest sense.

4. Capital.

4.1 The nominal value of each Share equals ten euro (EUR 10).

4.2 The issued capital of the Company equals eighteen thousand two hundred euro (EUR 18,200) and is divided into one thousand eight hundred twenty (1,820) Shares.

4.3 All Shares shall be registered. No share certificates shall be issued.

4.4 Towards the Company, the Shares are indivisible. Joint co-owners must appoint a sole person as their representative towards the Company.

5. Qualitative Obligations. No Share binds any holder thereof to any contractual obligations (verplichtingen van verbintenrechtelijke aard) other than to pay in that Share in full.

6. Register.

6.1 The Management Board shall keep a register with the names and addresses of all Shareholders, pledgees, usufructuaries and holders of Depositary Receipts with Meeting Right.

6.2 The Management Board shall make the register available at the Company's principal place of business and its place of effective management and seat of central administration in Luxembourg, for inspection by the Shareholders.

7. Issuance of Shares.

7.1 Shares shall be issued pursuant to a resolution of the General Meeting, taken by a majority in number of Shareholders owning at least three-quarters of the Company's issued capital. The resolution to issue Shares shall require a deed, to be executed for that purpose before a notary registered in the Grand Duchy of Luxembourg.

7.2 A resolution to issue Shares shall stipulate the issue price and the other conditions.

7.3 Upon issuance of Shares, each Shareholder shall have a right of pre-emption in proportion to the aggregate nominal value of his Shares, subject to the limitations prescribed by law and subject to Article 7.4.

7.4 Prior to each issuance of Shares, the right of pre-emption may be limited or excluded by the Company Body competent to issue such Shares.

7.5 The provisions of this Article 7 shall apply by analogy to the granting of rights to subscribe for Shares, but shall not apply to the issuance of Shares to a person exercising a right to subscribe for Shares previously granted.

7.6 The issue of a Share shall require a notarial deed, to be executed for that purpose before a civil law notary registered in the Netherlands, to which deed those involved in the issuance shall be parties.

7.7 The full nominal value of each Share must be paid in upon issuance.

8. Own Shares and Reduction of the Issued Capital.

8.1 Subject to approval of the General meeting, fully paid in Shares shall be acquired pursuant to a resolution of the Management Board subject to the relevant provisions of, and with due observance of the limitations prescribed by, the Law.

8.2 The General Meeting may resolve to reduce the Company's issued capital. The resolution to reduce the Company's issued capital shall be taken by a majority in number of Shareholders owning at least three-quarters of the Company's issued capital. The resolution to reduce the Company's issued capital shall require a deed, to be executed for that purpose before a notary registered in the Grand Duchy of Luxembourg and a deed of amendment of these articles of association, to be executed before a notary registered in the Netherlands.

8.3 The reduction of the Company's issued capital shall be effected in accordance with the relevant provisions prescribed by the Law and be subject to the relevant provisions of the Law.

8.4 The notice of a General Meeting at which a resolution to reduce the Company's issued capital shall be proposed, shall state the purpose of the capital reduction and the manner in which it is to be achieved. The provisions in these Articles of Association relevant to a proposal to amend the Articles of Association shall apply by analogy.

9. Transfer of Shares.

9.1 The transfer of a Share shall require a notarial deed, to be executed for that purpose before a civil law notary registered in the Netherlands, to which deed those involved in the transfer shall be parties.

9.2 Unless the Company itself is party to the legal act, the rights attributable to any Share can only be exercised after the Company has acknowledged said transfer or said deed has been served upon it in accordance with the provisions of the law.

10. Blocking Clause (approval General Meeting).

10.1 A transfer of one or more Shares can only be effected with due observance of the provisions set out in this Article 10, unless (i) all Shareholders have approved the contemplated transfer in writing, which approval shall then be valid for a period of three months, or (ii) the Shareholder concerned is obliged by law to transfer his Shares to a former Shareholder.

10.2 A Shareholder wishing to transfer one or more of his Shares (Transferor) shall require the approval of the General Meeting for such transfer, which resolution is adopted by a majority in number of Shareholders owning at least three-quarters of the Company's issued capital. The request for approval shall be made by the Transferor by means of a written notification to the Management Board, stating the number of Shares he wishes to transfer and the person or persons to whom the Transferor wishes to transfer such Shares. The Management Board shall be obliged to convene and to hold a General Meeting to discuss the request for approval within six weeks from the date of receipt of the request. The contents of such request shall be stated in the convocation.

10.3 The Transferor may transfer the total number of Shares to which the request relates, and not part thereof, to the person or persons named in the request within a period of three months after the General Meeting granted the approval requested.

10.4 If:

(a) the General Meeting does not adopt a resolution regarding the request for approval within six weeks after the request has been received by the Management Board; or

(b) the approval has been refused without the General Meeting having informed the Transferor, at the same time as the refusal, of one or more transferees that wish to purchase all the Shares to which the request for approval relates for payment in cash (Transferees), the approval requested shall be considered to have been granted, in the event mentioned under (a), on the final day of the six week period mentioned under (a).

10.5 The Shares to which the request for approval relates can be purchased by the Transferees at a price to be mutually agreed between the Transferor and the Transferees or by one or more experts appointed by them. If they do not reach agreement on the price or the expert or experts, as the case may be, the price shall be determined by one or more independent experts to be appointed on the request of one or more of the parties concerned by the chairman of the Luxembourg Chamber of Commerce at which the Company is registered in the Commercial Register. An appointed expert shall be authorized to inspect all books and records of the Company and to obtain all such information as will be useful to him in determining the price.

10.6 Within one month of the price being determined, the Transferees must give notice to the Management Board of the number of Shares to which the request for approval relates they wish to purchase. A Transferee who fails to submit notice within said term shall no longer be regarded as a Transferee. Once the notice mentioned in the preceding sentence has been given, a Transferee can only withdraw with the consent of the other Transferees.

10.7 The Transferor may withdraw within one month after the day of being informed to which Transferee or Transferees all the Shares to which the request for approval relates can be sold and at what price. The Transferor is obliged to cooperate with the transfer of the Shares within two weeks after lapse of that term. If the Transferor does not withdraw timely, and does not meet his obligation to transfer within the said term, the Company shall be irrevocably authorized to transfer the Shares to the Transferee or Transferees. If the Management Board proceeds with such transfer, it shall

immediately give notice thereof to the Shareholder concerned. If the Company effectuates the transfer, the Company is entitled to accept the purchase price on behalf of the party entitled thereto, under the obligation to forward the purchase price to such party, after deduction of the expenses chargeable to him, as soon as possible but at the latest ten (10) business days after receipt of the bank account number designated by such party for this purpose.

10.8 All notifications and notices referred to in this Article 10 shall be made by certified mail or against acknowledgement of receipt. The convocation of the General Meeting shall be made in accordance with the provisions of these Articles of Association.

10.9 All costs of the appointment of the expert or experts, as the case may be, and their determination of the price, shall be borne by:

- (a) the Transferor if he withdraws;
- (b) the Transferor for one half and the buyers for the other half, provided that if the Shares are purchased by one or more Transferees, each buyer shall contribute to such costs in proportion to the number of Shares purchased by that buyer;
- (c) the Company, in cases not provided for under (a) or (b).

10.10 The preceding provisions of this Article 10 shall apply by analogy to rights to subscribe for Shares and rights of pre-emption.

11. Pledge and Usufruct.

11.1 The provisions of Article 9 shall apply by analogy to the pledging of Shares and to the creation or transfer of a usufruct in Shares. The pledging of Shares and the creation or transfer of a usufruct in Share shall furthermore be subject to the relevant provisions prescribed by the Law.

11.2 The voting rights attributable to a Share may be assigned to the pledgee or the usufructuary with the approval of the General Meeting and otherwise with due observance of the provisions of the Law.

11.3 Any pledgee or usufructuary with voting rights on Shares shall also have Meeting Right. Meeting Right may also be granted to the pledgee or usufructuary without voting rights on Shares with the approval of the General Meeting and otherwise with due observance of the provisions of the Law.

12. Depositary Receipts.

12.1 The General Meeting has the authority to attach Meeting Right to Depositary Receipts. The General Meeting also has the authority to deprive Depositary Receipts of Meeting Right, provided that this authority has been reserved at the time the Meeting Right is attached, or with the consent of the relevant Depositary Receipts holder(s).

12.2 The transfer of a Depositary Receipt shall require a deed for that purpose to which those involved in the transfer shall be parties.

12.3 Unless the Company itself is party to the legal act, the Meeting Right attached to a Depositary Receipt can only be exercised after the Company has acknowledged said transfer or said deed has been served upon it in accordance with the provisions of the law.

13. Management Board Members.

13.1 The Management Board shall consist of one or more members, who do not need to be Shareholders. Both individuals and legal entities can be Management Board members.

13.2 Management Board members are appointed by the General Meeting for an indefinite period.

13.3 A Management Board member may be suspended or dismissed by the General Meeting at any time.

13.4 The authority to establish a remuneration and other conditions of employment for Management Board members is vested in the General Meeting.

14. Duties and Decision-making of the Management Board.

14.1 The Management Board shall be entrusted with the management of the Company. In performing their duties the Management Board members shall act in accordance with the interests of the Company and the enterprise connected with it.

14.2 Each Management Board member may cast one vote in the Management Board.

14.3 All resolutions of the Management Board shall be adopted by more than half of the votes cast.

14.4 Management Board resolutions may at all times be adopted outside of a meeting, in writing or otherwise, provided the proposal concerned is submitted to all Management Board members then in office and none of them objects to this manner of adopting resolutions.

14.5 The Management Board may establish further rules regarding its decision-making process and working methods. In this context, the Management Board may also determine the duties for which each Management Board member in particular shall be responsible. The General Meeting may decide that such rules and allocation of duties must be put in writing and that such rules and allocation of duties shall be subject to its approval.

14.6 A Management Board member shall not participate in deliberations and the decision-making process in the event of a direct or indirect personal conflict of interest between that Management Board member and the Company and the

enterprise connected with it. If there is such personal conflict of interest in respect of all Management Board members, the preceding sentence does not apply and the Management Board shall maintain its authority, without prejudice to the provisions of Article 15.2.

15. Approval of Management Board Resolutions.

15.1 The General Meeting may require Management Board resolutions to be subject to its approval. The Management Board shall be notified in writing of such resolutions, which shall be clearly specified.

15.2 A resolution of the Management Board with respect to a matter involving a direct or indirect personal conflict of interest between one or more Management Board members and the Company and the enterprise connected with it shall be subject to the approval of the General Meeting.

15.3 The Management Board may enter into the legal acts referred in Section 2:204 of the Dutch Civil Code without the prior approval of the General Meeting.

15.4 The absence of approval by the General Meeting of a resolution as referred to in this Article 15 shall not affect the authority of the Management Board or its members to represent the Company.

16. Representation.

16.1 The Company shall be represented by the Management Board. If the Management Board consists of two or more members, any two members of the Management Board acting jointly shall also be authorized to represent the Company.

16.2 The Management Board may appoint officers with general or limited power to represent the Company. Each officer shall be competent to represent the Company, subject to the restrictions imposed on him. The Management Board shall determine each officer's title. Such officers may be registered at the Commercial Register, indicating the scope of their power to represent the Company.

17. Vacancy or Inability of the Management Board Members. If a seat is vacant on the Management Board ('ontstentenis') or a Management Board member is unable to perform his duties ('belet'), the remaining Management Board members shall be temporarily entrusted with the management of the Company, provided that at least two members of the Management Board are in office and able to perform their duties. If all seats are vacant on the Management Board or all members of the Management Board members are unable to perform their duties, or if less than two members of the Management Board are in office and able to perform their duties, or if the sole member of the Management Board is unable to perform his duties, the management of the Company shall be temporarily entrusted to the person designated for that purpose by the General Meeting.

18. Financial Year and Annual Accounts.

18.1 The Company's financial year runs from the first day of March of each year up to and including the last day of February of each year.

18.2 Within the period prescribed by the Law, the Management Board shall prepare annual accounts, and shall deposit the same for inspection by the Shareholders at the Company's principal place of business and its place of effective management and seat of central administration in Luxembourg.

18.3 The annual accounts shall consist of a balance sheet, a profit and loss account and explanatory notes.

18.4 The annual accounts shall be signed by the Management Board members. If the signature of one or more of them is missing, this shall be stated and reasons for this omission shall be given.

18.5 The Company may, and if the Law so requires shall, appoint an accountant to audit the annual accounts. Such appointment shall be made by the General Meeting.

18.6 The Company shall ensure that the annual accounts and, insofar as required, the annual report and the information to be added by virtue of the Law are kept at its principal place of business and its place of effective management and seat of central administration in Luxembourg as from the day on which notice of the annual General Meeting is given. Shareholders may inspect the documents at that place and obtain a copy free of charge.

18.7 The annual accounts, the annual report, the information to be added by virtue of the Law and the audit by an accountant, as well as deposition of documents at the Commercial Register, shall furthermore be subject to the relevant provisions of the Law.

18.8 The General Meeting may grant full or limited discharge to the Management Board members for the management pursued.

18.9 The General Meeting shall adopt the annual accounts.

18.10 After adoption of the annual accounts, the General Meeting shall pass a resolution concerning release of the members of the Management Board from liability for the exercise of their duties, insofar as the exercise of such duties is reflected in the annual accounts or otherwise disclosed to the General Meeting prior to the adoption of the annual accounts. The scope of a release from liability shall be subject to limitations by virtue of the Law.

19. Profits and Distributions.

19.1 The allocation of profits accrued in a financial year shall be determined by the General Meeting. If the General Meeting does not adopt a resolution regarding the allocation of the profits prior to or at latest immediately after the adoption of the annual accounts, the profits will be reserved.

19.2 The General Meeting has the authority to make distributions. If the Company is required by Law to maintain reserves, this authority only applies to the extent that the equity exceeds these reserves. No resolution of the General Meeting to distribute shall have effect without the consent of the Management Board. The Management Board may withhold such consent only if it knows or reasonably should expect that after the distribution, the Company will be unable to continue the payment of its due debts.

20. General Meetings.

20.1 Unless the annual accounts are adopted in accordance with Article 18.9, at least one General Meeting, the annual General Meeting, shall be held or at least once a decision shall be made in accordance with Article 26 during each financial year.

20.2 Other General Meetings shall be held as often as the Management Board deems such necessary.

20.3 One or more Persons with Meeting Right representing individually or jointly at least one per cent (1%) of the Company's issued capital may request the Management Board in writing to convene a General Meeting, stating specifically the subjects to be discussed. If the Management Board has not sufficiently taken such action that the meeting can be held within four weeks after receipt of the request, the applicants shall be authorized to convene a meeting themselves.

21. Notice and Venue of Meetings.

21.1 Notice of General Meetings shall be given by the Management Board. Notice of General Meetings may also be given by persons to whom voting rights to Shares accrue, representing in the aggregate at least half of the Company's issued capital.

21.2 Notice of the meeting shall be given at least eight days before the day of the meeting.

21.3 The notice of the meeting shall specify the subjects to be discussed.

21.4 A subject for discussion of which discussion has been requested in writing not later than thirty days before the day of the meeting by one or more Persons with Meeting Right who individually or jointly represent at least one per cent (1%) of the Company's issued capital, shall be included in the notice or shall be notified in the same way as the other subjects for discussion, provided that no important interest (zwaarwichtig belang) of the Company dictates otherwise.

21.5 The notice of the meeting shall be sent by letters to the addresses of the Persons with Meeting Right, shown in the register referred to in Article 6. Persons with Meeting Right may be sent notice of the meeting by means of a legible and reproducible message electronically sent to the address stated by them for this purpose to the Company.

21.6 General Meetings of Shareholders are held in the municipality in which, according to these Articles of Association, the Company has its official seat. General Meetings of Shareholders may also be held in Luxembourg, the Grand-Duchy of Luxembourg, but in that case valid resolutions of the General Meeting may only be adopted if all of the Company's issued and outstanding capital is present or represented.

22. Admittance and Meeting Right.

22.1 Each Person with Meeting Right shall be entitled to attend any General Meeting, to address that meeting and, if the voting rights accrue to him, to exercise his voting rights. Persons with Meeting Right may be represented in a General meeting by a proxy authorized in writing.

22.2 At a meeting, each Person with Meeting Right or his representative must sign the attendance list. The chairperson of the meeting may decide that the attendance list must also be signed by other persons present at the meeting.

22.3 The Management Board members shall have the right to give advice in the General Meetings.

22.4 The chairperson of the meeting shall decide on the admittance of other persons to the meeting.

23. Chairperson and Secretary of the Meeting.

23.1 The chairperson of a General Meeting shall be appointed by more than half of the votes cast by the persons with voting rights present at the meeting. Until such appointment is made, a Management Board member shall act as chairperson, or, if no Management Board member is present at the meeting, the eldest person present at the meeting shall act as chairperson.

23.2 The chairperson of the meeting shall appoint a secretary for the meeting.

24. Minutes and Recording of Shareholders' Resolutions.

24.1 The secretary of a General Meeting shall keep minutes of the proceedings at the meeting. The minutes shall be adopted by the chairperson and the secretary of the meeting and as evidence thereof shall be signed by them.

24.2 The Management Board shall keep record of all resolutions adopted by the General Meeting. If the Management Board is not represented at a meeting, the chairperson of the meeting or the chairperson's representative shall ensure that the Management Board is provided with a transcript of the resolutions adopted, as soon as possible after the meeting. The records shall be deposited at the Company's office for inspection by the Persons with Meeting Right. Each of them shall be provided with a copy of or an extract from the records upon request.

25. Resolutions.

25.1 Each Share confers the right to cast one vote.

25.2 To the extent that the law or these Articles of Association do not require a qualified majority, all resolutions of the General Meeting shall be adopted by more than half of the votes cast.

25.3 If there is a tie in voting, the proposal shall be deemed to have been rejected.

25.4 If the formalities for convening and holding of General Meetings, as prescribed by law or these Articles of Association, have not been complied with, valid resolutions by the General Meeting may only be adopted in a meeting if all Persons with Meeting Right have consented to the decision-making process taking place and prior to the decision-making process, Management Board members have been given the opportunity to render advice.

25.5 No voting rights may be exercised in the General Meeting for any Share held by the Company or a subsidiary, nor for any Share for which the Company or a subsidiary holds the depositary receipts. However, pledgees and usufructuaries of Shares owned by the Company or a subsidiary are not excluded from exercising the voting rights, if the right of pledge or the usufruct was created before the Share was owned by the Company or such subsidiary. The Company or a subsidiary may not exercise voting rights for a Share in which it holds a right of pledge or a usufruct.

26. Resolutions without holding Meetings.

26.1 Shareholders resolutions may also be adopted in a manner other than at a meeting, provided that all Persons with Meeting Right have given consent to such decision-making process in writing. The votes shall be cast in writing. Prior to the adoption of resolutions, Management Board members shall be given the opportunity to render advice.

26.2 For the purposes of Article 26.1 the requirement of votes to be cast in writing shall also be met in case the resolution is recorded in writing or electronically, indicating the manner in which each vote is cast and such resolution is signed by all Persons with Meeting Right.

26.3 As soon as the Management Board is acquainted with the resolution, it shall keep record thereof and add such record to those referred to in Article 24.2.

27. Amendment of the Articles of Association.

27.1 The General Meeting may resolve to amend these Articles of Association by a resolution adopted with a majority in number of Shareholders owning at least three-quarters of the Company's issued capital. The resolution to amend these Articles of Association shall require a deed, to be executed for that purpose before a notary registered in the Grand Duchy of Luxembourg. When a proposal to amend these Articles of Association is to be made at a General Meeting, the notice of such meeting must state so and a copy of the proposal, including the verbatim text thereof, shall be deposited and kept available at the Company's principal place of business and its place of effective management and seat of central administration in Luxembourg for inspection by the Persons with Meeting Right, until the conclusion of the meeting. From the day of deposit until the day of the meeting, a Person with Meeting Right shall, on application, be provided with a copy of the proposal free of charge. An amendment of these Articles of Association shall further be laid down in a deed, to be executed for that purpose before a civil law notary registered in the Netherlands.

27.2 The Company may change its corporate form into a different legal form. A change of the corporate form shall require a resolution to change the corporate form, and a resolution to amend these Articles of Association adopted by the General Meeting, both taken by a majority in number of Shareholders owning at least three-quarters of the Company's issued capital. A change of the corporate form shall furthermore be subject to the relevant provisions of the Law. A change of the corporate form shall not terminate the existence of the Company.

28. Dissolution and Liquidation.

28.1 The Company may be dissolved pursuant to a resolution to that effect by the General Meeting. When a proposal to dissolve the Company is to be made at a General Meeting this must be stated in the notice of such meeting. The resolution to dissolve the Company shall require a deed, to be executed for that purpose before a notary registered in the Grand Duchy of Luxembourg.

28.2 If the Company is dissolved pursuant to a resolution of the General Meeting, the Management Board members shall become liquidators of the dissolved Company's property. The General Meeting may decide to appoint other persons as liquidators.

28.3 During liquidation, to the extent possible the provisions of these Articles of Association shall continue to apply.

28.4 The balance remaining after payment of the debts of the dissolved Company shall be transferred to the Shareholders in proportion to the aggregate nominal value of the Shares held by each.

28.5 In addition, the liquidation shall be subject to the relevant provisions of the Law.

Fourth resolution

The meeting records and accepts the description and consistency of the assets and liabilities of the Company such as they result from the Interim Report as of 28 March 2013, which constitutes an appendix to the resolution mentioned hereafter.

Fifth resolution

The existence and consistency of the assets and liabilities stated above have been described and confirmed in a resolution of the sole Shareholder of the Company from 2 May 2013 to which the above mentioned Interim Report as of 28 March 2013 is attached.

This resolution reads as follows:

"To confirm that the net asset value of the Company as at the date hereof is at least equal to or higher than the current share capital of the company which amounts to EUR 18,200, as is evidenced by the attached interim accounts of the Company as per 28 March 2013 (Schedule 1) and that net equity is therefore also in excess of the legal minimum share capital for a Luxembourg Société à Responsabilité Limitée."

A copy of this resolution, signed 'ne varietur' by the bureau of the meeting and the undersigned notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time.

The meeting authorises the managers to establish the opening statement of accounts according to such valuation.

Sixth resolution

The meeting adopts, confirms and to the extent necessary ratifies the decision that as of the twenty-sixth day of April two thousand thirteen the principal place of business, place of effective management and seat of central administration of the Company is located at 3A, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Seventh resolution

The meeting acknowledges the following persons as managers of the Company for an indeterminate period of time:

- Chaumont (Directors) Limited, a company registered under the laws of the British Virgin Islands, with company number 161699, having its registered address at GTS Chambers, P.O Box 3471, Road Town, Tortola, BVI.
- Mr Eric Osch, born on March 13, 1971 in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, economist, residing professionally at 3A, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg.
- Mr Peter Egan, born on August 31, 1972 in Dublin, Ireland, accountant, residing professionally at 3A, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg.

Shareholder

The meeting notes that all the one thousand eight hundred twenty (1,820) Shares of the Company are owned by PARELPARK LIMITED, a company incorporated under the laws of Malta, registered with number C59668, having its registered address at St. Helena's Building, Tumas Fenech Street, Birkirara, Malta.

Expenses

Costs and expenses due to the present changes and supported by the Company are valued at approximately EUR 1.500.

Power

The above appearing party hereby gives power to any agent and / or employee of the office of the signing notary, acting individually, to draw, correct and sign any error, lapse or typo to this deed.

Whereupon, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le deux mai.

Par devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenu l'assemblée générale extraordinaire des associés de PARELPARK INVESTMENTS BV, (the "Company"), une Société de droit néerlandais, ayant son siège statutaire à 's Gravenhage, Pays-Bas, valablement enregistrée auprès du registre de commerce de la Chambre de Commerce sous le numéro 33239882 en date du 24 juillet 1992.

L'assemblée est ouverte à 18.30 heures et est présidée par M. Eric OSCH, gérant, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée désigne comme scrutateur et le président nommé secrétaire, M. Peter EGAN, gérant, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire d'acter que:

I. Le seul associé déclare avoir eu pleine connaissance préalable à l'assemblée de l'ordre du jour de l'assemblée et renonce dans la mesure nécessaire aux périodes d'envoi des convocations.

II. Que le nom de l'associé, celui du mandataire de la Société représentée et le nombre de Parts Sociales qu'il détient sont renseignés sur une liste de présence qui, après avoir été signée par les membres du bureau, le mandataire et le notaire soussigné resteront annexés au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La procuration de l'associé représenté, après avoir été paraphée "ne varietur" par les personnes prémentionnées restera également annexée au présent acte.

III. Il résulte de ladite liste de présence que des mille huit cent vingt (1,820) Parts Sociales émises, toutes les Parts Sociales sont représentées à la présente assemblée générale de sorte que l'assemblée peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

IV. Que les documents suivants ont été soumis à l'assemblée:

- a) Une copie d'un extrait du registre de commerce de Amsterdam;
- b) Une copie du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de la Société qui s'est tenue le 26 avril 2013;
- c) Une copie de la résolution de l'associé de la Société, datée du 26 avril 2013;
- d) Une copie de l'acte notarié passé le 26 avril 2013 devant Christiaan-Coen Sip, adjoint du notaire néerlandais Pieter Gerard van Druten, officiant à Amsterdam, modifiant les statuts de la Société et transférant le siège du principal établissement à Luxembourg.

Les documents prémentionnés après avoir été paraphés ne varietur par les personnes désignées ci-dessus et le notaire instrumentant resteront annexés au présent procès-verbal pour être soumis aux formalités de l'enregistrement.

V. Que l'ordre du jour de la Société est le suivant:

Ordre du jour:

(1) De prendre acte du transfert du principal établissement et du centre des intérêts principaux de la Société de Amsterdam, Pays-Bas, vers le Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

(2) D'approuver et de confirmer la forme luxembourgeoise de la Société comme celle de la Société à responsabilité limitée.

(3) D'adopter de nouveaux statuts dans la forme annexée à la procuration.

(4) De confirmer la description et la consistance des avoirs de la Société.

(5) D'approuver le rapport du Conseil de Gérance de la Société se prononçant sur les avoirs de la Société et d'autoriser les gérants de la Société d'établir un bilan d'ouverture en conformité avec la valeur attribuée aux avoirs.

(6) De confirmer les personnes suivantes comme gérants de la Société:

- Chaumont (Directors) Limited, une Société des Iles Vierges Britanniques, no 161699, ayant son siège social au GTS Chambers, P.O Box 3471, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques.

- M. Eric Osch, né le 13 mars 1971 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, économiste, demeurant professionnellement au 3A, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg.

- M. Peter Egan, né le 31 août 1972 à Dublin, Irlande, comptable, demeurant professionnellement au 3A, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg.

VI. Le président de l'assemblée informe l'assemblée que lors du Conseil de Gérance qui s'est tenu le 26 avril 2013, tel que mentionné sous IV.(b), le Conseil de Gérance de la Société a décidé de transférer le principal établissement et le centre des intérêts principaux de la Société de Amsterdam vers le Luxembourg, et que ce transfert du principal établissement vers un autre pays, sans liquidation préalable de la Société, est autorisé et accepté par le droit néerlandais et par le droit luxembourgeois.

Après délibération l'assemblée décide unanimement ce qui suit:

Première résolution

L'assemblée approuve, confirme et dans la mesure où cela est nécessaire ratifie la décision de transférer le principal établissement, le siège de la gérance effective et de l'administration centrale de la Société de La Haye, Pays-Bas, vers la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à compter du 26 avril 2013.

Seconde résolution

L'assemblée décide, confirme et dans la mesure où cela est nécessaire ratifie l'adoption de la forme luxembourgeoise d'une Société à responsabilité limitée.

Troisième résolution

L'assemblée décide, confirme et dans la mesure où cela est nécessaire ratifie la modification et la reformulation des statuts de la Société qui prennent dorénavant la teneur suivante:

STATUTS

Art. 1^{er}. Définitions.

1.1 Dans les présents Statuts les mots suivants auront les significations suivantes:

«Organes dirigeants»: le Conseil de Gérance ou l'assemblée générale;

«Certificat de dépôt»: un certificat de dépôt pour une part sociale dans le capital de la Société;

«Assemblée Générale des Associés»: une réunion des Associés, ayants-droit, mandatés et autres personnes ayant le droit d'assister aux assemblées des Associés (selon les cas);

«Incapacité» incapacité («belet») comme définie suivant la section 2:244, sous-section 4 du Code Civil Néerlandais, comprenant le cas où une personne concernée demande par écrit l'incapacité pendant un certain temps

«par écrit»: par courrier, fax, e-mail, ou par message transmis par tout autre moyen de communication actuel et qui peut être reçu par écrit à condition que l'identité de l'expéditeur puisse être établie avec certitude;

«Loi»: toute loi ou règlement applicable aux Pays-Bas et/ou au Grand-Duché de Luxembourg, selon le cas;

«Conseil de Gérance»: le Conseil de Gérance de la Société;

«Droit de réunion»: le droit d'assister à l'Assemblée Générale des Associés et d'intervenir en réunion, en personne ou par une personne autorisée par écrit, et les autres droits conférés par la loi aux détenteurs de certificats de dépôt de Parts Sociales auxquels un Droit de réunion est rattaché;

«Personne avec Droit de réunion»: un Associé, un détenteur d'un ou plusieurs certificats de dépôt de Parts Sociales auxquels un Droit de réunion est rattaché, et tout ayant-droit ou mandaté avec droit de vote attaché à une ou plusieurs Parts Sociales et/ou Droit de réunion

«Part Sociale»: une part sociale dans le capital de la Société;

«Associé»: le détenteur d'une ou de plusieurs Parts Sociales;

«Acquéreur» ou «cessionnaire» a la signification définie dans l'article 10.4

«Cédant» ou «Requérant» a la signification définie dans l'article 10.2

1.2 Les références aux Statuts seront considérées comme une référence aux articles des présents Statuts, sauf indication spécifique contraire.

Art. 2. Dénomination et Siège Social.

2.1 La Société est une Société à responsabilité limitée dont la dénomination est:

Parelpark Investments S.à r.l. / B. V.

2.2 Le siège social de la Société est situé à La Haye, les Pays-Bas.

2.3 Le principal lieu d'activités de la Société, le principal établissement, l'administration centrale et le lieu de gestion effective est à Luxembourg.

2.4 La Société peut avoir des succursales ailleurs, également à l'étranger, en-dehors du Grand-Duché de Luxembourg.

2.5 La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 3. Objet social.

3.1 L'objet social de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes Sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute Société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2 La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette et/ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts et/ou les émissions d'instruments de dette ou de capital, à ses filiales, Sociétés affiliées, et/ou à toutes autres Sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou les obligations et engagements de toute autre Société et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre Société ou personne.

3.3 La Société peut employer toutes les techniques et instruments en relation avec ses investissements afin de les gérer de manière efficace, en ce compris toutes techniques et instruments conçus pour protéger la Société contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4 La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet.

3.5 La Société peut accorder des garanties, engager la Société et mettre en gage ses actifs pour des obligations de la Société, de Sociétés du groupe et/ou de tiers, ainsi que acquérir, aliéner, gérer et exploiter de la propriété enregistrée et des titres de propriété en général.

3.6 La Société peut acquérir et vendre des devises, des valeurs mobilières et des titres de propriété en général, développer, acquérir et vendre des brevets, marques, licences, savoir-faire et autres droits de propriété intellectuelle et industrielle et procéder à toutes les activités à caractère industriel, financier ou commercial, et de faire tout ce qui est relié à celle-ci ou peut être propice à celle-ci, le tout devant être interprété dans le sens le plus large.

Art. 4. Capital Social.

4.1 Les Parts Sociales sont d'une valeur nominale de dix euro (EUR 10,-) chacune.

4.2 Le capital autorisé et émis de la Société s'élève à dix-huit mille deux cents euro (EUR 18.200,-) et est représenté par mille huit cent vingt (1.820) Parts Sociales.

4.3 Toutes les Parts Sociales seront nominatives. Aucun certificat de Parts Sociales ne sera émis.

4.4 Les Parts Sociales sont indivisibles par rapport à la Société. Les copropriétaires indivis doivent nommer une seule personne comme leur représentant unique vis-à-vis de la Société.

Art. 5. Obligations qualitatives. Aucune Part Sociale n'engage son détenteur à d'autre obligation contractuelle (verplichtingen van verbintenissenrechtelijke aard) que de payer entièrement cette Part Sociale.

Art. 6. Registre des Associés.

6.1 Le Conseil de Gérance tiendra un registre avec les noms et les adresses de tous les Associés, créanciers gagistes, usufruitier et détenteurs de certificats de dépôt avec droit de réunion

6.2 Le Conseil de Gérance tiendra le registre à disposition au principal établissement de la Société, lieu du principal établissement, l'administration centrale et le lieu de gestion effective à Luxembourg où il peut être consulté par les Associés.

Art. 7. Décision d'Emission et Acte Notarié.

7.1 L'émission des Parts Sociales requiert une décision de l'Assemblée Générale des Associés, prise à la majorité en nombre des Associés détenant au moins les trois-quarts du capital émis de la Société. La décision d'émettre des Parts Sociales exigera l'exécution d'un acte notarié passé à cet effet, devant un notaire résidant au Grand-Duché de Luxembourg.

7.2 Une décision d'émission des Parts Sociales indiquera le prix et les autres conditions d'émission.

7.3 Lors de l'émission d'actions, chaque associé aura un droit de préemption au prorata de la valeur nominale de ses Parts Sociales, sous réserve des restrictions prévues par la loi et sous réserve de l'article 7.4.

7.4 Avant chaque émission de Parts Sociales, le droit de préemption peut être limité ou exclu par l'Organe de la Société compétent pour émettre ces Parts Sociales.

7.5 Les dispositions cet article 7 s'appliquent par analogie à l'octroi de droits de souscrire aux Parts Sociales, mais ne s'appliquent pas à l'émission de Parts Sociales à une personne exerçant un droit de souscrire à des Parts Sociales accordées antérieurement.

7.6 L'émission d'une Part Sociale exigera, en outre, un acte notarié passé à cet effet, devant un notaire qui exerce son activité aux Pays-Bas, acte auquel les personnes concernées par l'émission seront parties.

7.7 L'entièreté de la valeur nominale de chaque part sociale doit être payée lors de l'émission.

Art. 8. Parts Sociales Propres et Réduction du Capital Social Emis.

8.1 Sous réserve d'une approbation l'Assemblée Générale des Associés, la Société peut acquérir des Parts Sociales entièrement libérées sous réserve des dispositions prévues par la Loi, et dans le respect strict des limitations prévues par la Loi.

8.2 L'Assemblée Générale des Associés peut décider de réduire le capital émis de la Société. La décision de réduire le capital émis de la Société sera prise à la majorité en nombre des Associés détenant au moins les trois-quarts du capital émis de la Société. La décision de réduire le capital émis de la Société exigera l'exécution d'un acte notarié passé à cet effet, par-devant un notaire résidant au Grand-Duché de Luxembourg et d'un acte de modification des présents statuts, qui sera passé par-devant un notaire résidant aux Pays-Bas.

8.3 La réduction du capital émis de la Société s'effectuera conformément aux dispositions concernées prévues par la Loi, sous réserve de dispositions pertinentes de la Loi.

8.4 La convocation d'une Assemblée Générale des Associés, appelée à statuer sur une proposition de réduction du capital émis de la Société, mentionnera l'objectif poursuivi par la réduction du capital et les conditions de sa réalisation. Les dispositions mentionnées dans les présents Statuts portant sur une proposition de modification statutaire seront applicables, par analogie.

Art. 9. Cession de Parts Sociales.

9.1 La cession de toute Part Sociale exigera un acte notarié au Pays-Bas, passé à cet effet par-devant un notaire résidant aux Pays-Bas, acte auquel les personnes concernées par la cession seront parties.

9.2 A l'exception du cas où la Société est elle-même partie à l'acte juridique, les droits attachés à toute(s) Part(s) Sociale(s) cédée(s) ne peuvent être exercés qu'après la reconnaissance de la cession concernée par la Société ou la notification de l'acte à la Société conformément aux dispositions concernées de la Loi.

Art. 10. Clause de Blocage (approbation de l'assemblée générale).

10.1 Une cession d'une ou de plusieurs Parts Sociales ne peut s'effectuer que conformément aux dispositions prévues ci-après à l'Article 10, à moins que (i) tous les autres co-Associés n'aient donné leur approbation par écrit pour la cession envisagée, laquelle approbation sera alors valable pour une période de trois mois, ou (ii) l'Associé concerné ne soit obligé en vertu de la Loi de céder ses Parts Sociales à un ancien Associé.

10.2 Un Associé qui désire céder une ou plusieurs de ses Parts Sociales ("le Requérant") devra requérir l'approbation de l'Assemblée Générale des Associés concernant cette cession, dont la décision ne pourra être prise valablement que si les Associés représentant au moins les trois-quarts du capital social émis de la Société votent en faveur de cette proposition. La requête en approbation sera initiée par le Requérant par notification écrite adressée au Conseil de Gérance, indiquant le nombre des Parts Sociales qu'il souhaite céder ainsi que la ou les personnes auxquelles le Requérant souhaite céder ces Parts Sociales (les «Parties Intéressées»). Le Conseil de Gérance devra convoquer et tenir une Assemblée Générale des Associés afin de délibérer sur la requête en approbation dans les six semaines de la date de réception de la requête. Le contenu de cette requête sera indiqué dans la convocation.

10.3 Dans un délai de trois mois à compter de l'Assemblée Générale des Associés accordant l'approbation requise, le Requérant peut céder le nombre total, et pas seulement une partie, des Parts Sociales auxquelles se rapportent la demande, aux Parties Intéressées.

10.4 Si:

(a) l'Assemblée Générale des Associés n'adopte pas une résolution concernant la demande d'approbation dans les six semaines après que cette demande ait été reçue par le Conseil de Gérance, ou si

(b) l'approbation a été refusée sans que l'Assemblée Générale des Associés n'ait informé le Cédant, en même temps que le refus, d'un ou plusieurs Acquéreurs qui souhaitent acquérir contre paiement en espèces toutes les Parts Sociales concernées par la demande d'approbation («cessionnaires»),

l'approbation demandée doit être considérée comme ayant été accordée, dans le cas mentionné sous (a), le dernier jour de la période de six semaines mentionnée sous (a).

10.5 Les Parts Sociales auxquelles se rapportent la requête en approbation peuvent être achetées par les Parties Intéressées à un prix fixé d'un commun accord entre le Requérant et les Parties Intéressées ou par un ou plusieurs experts nommé(s) par eux. S'ils ne trouvent pas d'accord sur le prix ou le(s) expert(s), selon le cas, le prix sera fixé par un ou plusieurs experts indépendant(s), qui seront nommés à la requête d'une ou de plusieurs des parties concernées, par le président de la Chambre de Commerce de Luxembourg. Si un expert est nommé, il sera autorisé à contrôler tous les livres et registres de la Société et à obtenir toute information qui lui sera utile pour la détermination du prix.

10.6 Dans un délai d'un mois à compter de la détermination du prix, les Parties Intéressées doivent notifier au Conseil de Gérance le nombre de Parts Sociales auxquelles se rapportent la requête en approbation qu'elles désirent acquérir. Une Partie Intéressée qui n'aurait pas procédé à la notification dans le délai précité, ne sera plus considérée comme telle. Une fois que la notification telle que mentionnée précédemment aura été effectuée, une Partie Intéressée ne pourra se retirer qu'avec l'approbation des autres Parties Intéressées.

10.7 Le Cédant est autorisé à se retirer pendant un mois à compter du jour où il a été informé de la Partie Intéressée ou des Parties Intéressées à laquelle/auxquelles il peut vendre toutes les Parts Sociales auxquelles se rapportent la requête en approbation ainsi que du prix de ladite vente. Si le Cédant ne se retire pas endéans un mois, et s'il ne remplit pas son obligation de transférer dans le dit terme, la Société est irrévocablement autorisée à transférer les Parts Sociales au cessionnaire ou aux cessionnaires. Si le Conseil de Gérance procède avec un tel transfert, il doit immédiatement aviser celui-ci à l'associé concerné. Si la Société effectue ce transfert, la Société est autorisée à accepter le prix d'achat au nom de la personne habilitée à cet effet, sous réserve de l'obligation de transmettre le prix d'achat à cette personne, après déduction des frais à sa charge, dès que possible, mais au plus tard dix (10) jours ouvrables suivant la réception du numéro de compte bancaire désigné par ce parti à cet effet.

10.8 Toutes les notifications et convocations mentionnées au présent Article 10 seront communiquées par lettre recommandée ou contre accusé de réception. La convocation à l'Assemblée Générale des Associés sera établie conformément aux dispositions pertinentes de ces Statuts et de la Loi.

10.9 Tous les frais liés à la nomination de l'expert ou des experts, selon le cas, et à la détermination du prix par ceux-ci, incomberont à:

a. Le Requérant, si celui-ci se retire;

b. Le Requérant et les acquéreurs à parts égales si les Parts Sociales ont été acquises par une ou plusieurs Parties Intéressées, à condition que ces frais soient assumés par les acquéreurs au prorata du nombre de Parts Sociales acquises;

c. la Société, dans les cas non prévus par les points a. ou b.

10.10 Les dispositions du présent Article 10, s'appliquent par analogie aux droits de souscription aux Parts Sociales et aux droits de préemption.

Art. 11. Nantissement des Parts Sociales et Usufruit sur les Parts Sociales.

11.1 Les dispositions de l'Article 9 s'appliqueront également au nantissement des Parts Sociales et à la création ou au transfert d'un usufruit sur des Parts Sociales. Le nantissement des Parts Sociales, la création ou le transfert de l'usufruit de Part Sociale seront, par ailleurs, soumis aux dispositions concernées prévues par la Loi.

11.2 Les droits de vote attribuables à une part sociale peuvent être attribués au créancier gagiste ou l'usufruitier avec l'approbation de l'Assemblée Générale et autrement dans le respect des dispositions de la loi.

11.3 Tout créancier gagiste ou usufruitier avec droit de vote sur les parts sociale doivent également avoir le droit de réunion. Le droit de réunion peut également être accordé au créancier gagiste ou usufruitier sans droit de vote sur les Parts Sociales, avec l'approbation de l'Assemblée Générale et autrement dans le respect des dispositions de la loi.

Art. 12. Certificats de dépôt.

12.1 L'assemblée générale a le pouvoir d'attribuer le droit de réunion à des certificats de dépôt pour une part sociale dans le capital de la Société. L'Assemblée Générale a également le pouvoir de priver les certificats de dépôt du droit de réunions, à condition que cette autorité ait été réservé au moment où le droit de la réunion est attaché, ou avec le consentement du ou des titulaire(s) respectif(s) des certificats de dépôt.

12.2 Le transfert d'un certificats de dépôt requiert un acte à cet effet auquel les personnes impliquées dans le transfert sont parties.

12.3 Sauf si la Société elle-même est partie à l'acte juridique, le droit de réunion attaché à un certificat de dépôt ne peut être exercé uniquement qu'après que la Société ait reconnu ledit transfert ou ledit acte ait été signifié en conformité avec les dispositions de la loi.

Art. 13. Membres du Conseil de Gérance.

13.1 Le Conseil de Gérance sera composé d'un ou de plusieurs membres, qui peuvent ne pas être des associés. A la fois des personnes physiques que des personnes morales peuvent être membres du Conseil de Gérance.

13.2 Les membres du Conseil de Gérance sont nommés par l'Assemblée Générale des Associés pour une durée indéterminée.

13.3 Un membre du Conseil de Gérance peut être suspendu et révoqué par l'Assemblée Générale des Associés à tout moment et sans motif.

13.4 L'Assemblée Générale des Associés a le pouvoir de fixer la rémunération et les autres conditions d'exercice des membres du Conseil de Gérance.

Art. 14. Fonctions de la Gérance, Procédure de Décision et Répartition des Fonctions.

14.1 Le Conseil de Gérance sera chargé de la gestion de la Société. Dans l'exercice de leur fonction, les membres du Conseil de Gérance agiront en accord avec les intérêts de la Société et de l'objet social.

14.2 Chaque membre du Conseil de Gérance a un (1) vote dans le Conseil de Gérance.

14.3 Toutes les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées par plus de la moitié des gérants présents ou représentés.

14.4 Les décisions du Conseil de Gérance peuvent à tout moment être prises en dehors des réunions du Conseil de Gérance, par écrit ou d'une autre façon, à condition que la proposition de vote soit soumise à tous les membres du Conseil de Gérance alors en fonction et qu'aucun d'eux ne se soit opposé à cette procédure décisionnelle.

14.5 Le Conseil de Gérance peut fixer des règles supplémentaires au sujet de sa procédure de décision et des méthodes de travail. Dans ce contexte, le Conseil de Gérance peut également déterminer les missions assignées particulièrement à chaque membre du Conseil de Gérance. L'Assemblée Générale des Associés peut décider que ces règles et répartition des fonctions doivent être fixées par écrit et que ces règles et répartition des fonctions seront soumises à son approbation.

14.6 Un membre du Conseil de Gérance ne doit pas participer aux délibérations et au processus de prise de décision dans le cas d'un conflit d'intérêt personnel, direct ou indirect, entre ce membre du Conseil de Gérance et la Société et l'objet social y rattaché. Si il y a un tel conflit d'intérêt personnel à l'égard de tous les membres du Conseil de Gérance, la phrase précédente ne s'applique pas et le Conseil de Gérance gardera son autorité, sans préjudice des dispositions de l'article 15.2.

Art. 15. Approbation des résolutions du Conseil de Gérance.

15.1 L'Assemblée Générale peut exiger que des résolutions du Conseil de Gérance soient soumis à son approbation. Le Conseil de Gérance doit être informé par écrit de ces résolutions, qui doivent être clairement spécifiées.

15.2 Une résolution du Conseil de Gérance en relation avec une affaire impliquant un conflit d'intérêts personnel direct ou indirect entre un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance et la Société et l'entreprise qui s'y rattache doit être soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale.

15.3 Le conseil d'administration peut conclure des actes juridiques visés à l'article 2:204 du Code civil néerlandais, sans l'approbation préalable de l'assemblée générale.

15.4 L'absence d'approbation par l'Assemblée générale d'une résolution visée au présent article 15 ne porte pas atteinte à l'autorité du Conseil de Gérance ou de ses membres pour représenter la Société.

Art. 16. Représentation.

16.1. La Société sera représentée par le Conseil de Gérance. Si le Conseil de Gérance consiste de deux membres ou plus, toute combinaison de deux membres du Conseil de Gérance agissant conjointement sera aussi autorisée à représenter la Société.

16.2. Le Conseil de Gérance peut confier à des agents des pouvoirs de représentation de la Société limités et spécifiques. Chaque agent sera habilité à représenter la Société dans les limites fixées par son mandat. Le Conseil de Gérance déterminera le titre de chaque agent. Ces agents peuvent être inscrits au Registre de Commerce, dans la mesure où la Loi l'exige, mentionnant l'étendue de leur pouvoirs de représentation.

Art. 17. Poste Vacant ou Incapacité d'Agir. En cas de siège vacant au sein du Conseil de Gérance ('ontstentenis') ou si un membre du Conseil de Gérance est dans l'incapacité de remplir ses fonctions ('belet'), les autres membres du Conseil de Gérance seront temporairement chargés de la gestion de la Société, à condition qu'au moins deux membres du Conseil de Gérance ne soient pas absents ou empêchés d'exercer leurs fonctions. Si la totalité des sièges au sein du Conseil de Gérance sont vacants ou si tous les membres du Conseil de Gérance ou le membre unique du Conseil de Gérance sont absents ou empêchés d'exercer leurs fonctions, la gestion de la Société sera confiée temporairement à la personne désignée à cet effet par l'assemblée générale.

Art. 18. Exercice Social et Comptes Annuels.

18.1 L'exercice social de la Société court du premier jour du mois de mars de chaque année jusqu'au dernier jour du mois de février de l'année suivante.

18.2 Le Conseil de Gérance établira, dans les délais impartis par la Loi, les comptes annuels, et tiendra ces comptes annuels au principal établissement de la Société, au principal établissement, à l'administration centrale et au lieu de gestion effective à Luxembourg où ils peuvent être consultés par les Associés.

18.3 Les comptes annuels seront composés d'un bilan, d'un compte de résultats et de notes explicatives.

18.4 Les comptes annuels sont signés par les membres du Conseil de Gérance. S'il manque la signature d'un ou de plusieurs d'entre eux, il en sera fait mention avec explications à l'appui.

18.5 La Société peut, et si la Loi l'exige ainsi, devra nommer un comptable afin de vérifier les comptes annuels. Cette nomination sera effectuée par l'Assemblée Générale des Associés.

18.6 La Société veillera à ce que dès la convocation de l'Assemblée Générale annuelle, les comptes annuels établis et si besoin le rapport annuel et les données complémentaires prescrites par la Loi, soient conservés au principal établissement de la Société, au principal établissement, à l'administration centrale et au lieu de gestion effective à Luxembourg. Les Associés peuvent y consulter les documents et en obtenir une copie à titre gratuit.

18.7 Les comptes annuels, le rapport annuel, les données complémentaires prescrites par la Loi et le contrôle par un comptable, ainsi que le dépôt des documents au Registre de Commerce, seront, en outre, soumis aux dispositions concernées de la Loi.

18.8 L'Assemblée Générale des Associés peut donner décharge entière ou partielle au Conseil de Gérance pour l'exercice de ses fonctions.

18.9 L'Assemblée Générale des Associés adoptera les comptes annuels.

18.10 Après adoption des comptes annuels, l'Assemblée Générale des Associés adoptera une décision portant sur la décharge de responsabilité des membres du Conseil de Gérance pour l'exercice de leurs fonctions, dans la mesure où l'exercice de leurs fonctions est reflété dans les comptes annuels ou bien révélé à l'Assemblée Générale des Associés avant l'adoption des comptes annuels. Le champ d'application de la décharge de leur responsabilité sera soumis à des restrictions en vertu de la Loi.

Art. 19. Bénéfices et Distributions.

19.1 L'affectation des bénéfices accumulés dans un exercice financier sera déterminée par l'Assemblée Générale des Associés. Si l'Assemblée Générale n'adopte pas une résolution concernant l'allocation des bénéfices avant ou au plus tard immédiatement après l'adoption des comptes annuels, les bénéfices seront affectés aux réserves.

19.2 L'Assemblée Générale a le pouvoir d'effectuer des distributions. Si la Société est tenue par la loi de maintenir des réserves, cette autorité ne s'applique que dans la mesure où les fonds propres dépassent ces réserves. Aucune résolution de l'Assemblée Générale de distribuer n'aura d'effet sans le consentement du Conseil de Gérance. Le Conseil de Gérance ne peut refuser ce consentement que s'il sait ou s'il doit raisonnablement s'attendre à ce que, après la distribution, la Société sera incapable de poursuivre le paiement de ses dettes.

Art. 20. L'Assemblée Générale des Associés.

20.1 A moins que les comptes annuels soient adoptés conformément à l'article 18.9, par au moins une Assemblée Générale des Associés, l'Assemblée Générale des Associés annuelle, aura lieu ou une décision sera prise conformément à l'article 26 au moins une fois au cours de chaque exercice.

20.2 D'autres Assemblées Générales des Associés seront tenues aussi souvent que le Conseil de Gérance le juge nécessaire.

20.3 Une ou plusieurs personnes avec droit de réunion représentant individuellement ou collectivement au moins un pour-cent (1%) du capital émis de la Société ont le droit de demander au Conseil de Gérance de convoquer une Assemblée Générale des Associés, en indiquant précisément les sujets à débattre. Si Conseil de Gérance n'a pas agi suffisamment de telle sorte que l'Assemblée Générale des Associés puisse se tenir dans un délai de quatre semaines à compter de la réception de la demande ainsi faite, les requérants seront habilités à procéder eux-mêmes à cette convocation.

Art. 21. Convocation et Lieu des Assemblées.

21.1 La convocation aux Assemblées Générales sera lancée par le Conseil de Gérance. Convocation aux assemblées générales peut également être lancée par des personnes à qui échoit le droit de vote lié aux actions, représentant collectivement au moins la moitié du capital émis de la Société.

21.2 L'avis de convocation doit être donné au moins huit jours précédant la date de la réunion.

21.3 L'avis de convocation de l'assemblée fera mention des sujets à débattre.

21.4 Un sujet à débattre pour lequel un débat a été demandé par écrit pas moins de trente jours avant le jour de l'assemblée par un ou plusieurs Associés qui individuellement ou conjointement représentent au moins un pourcent (1%) du capital émis de la Société, sera inclus dans la convocation ou sera notifié par le même moyen que les autres sujets de débat, à condition qu'aucun intérêt important (zwaarwichtig belang) de la Société n'en dispose autrement.

21.4 L'avis de convocation doit être envoyé par lettre à l'adresse des personnes ayant droit de réunion, indiqué dans le registre visé à l'article 6. Les personnes ayant droit de réunion peuvent recevoir l'avis de convocation à l'aide d'un message lisible et reproductible transmis par voie électronique à l'adresse indiquée par eux à cet effet à la Société.

21.5 Les Assemblées Générales des Associés seront tenues, en règle générale, dans la commune où la Société a son siège statutaire conformément aux présents Statuts. Les assemblées générales des Associés peuvent aussi être tenues à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, mais dans ce cas les décisions valables de l'Assemblée Générale des Associés ne peuvent être prises que si la totalité du capital émis et en circulation de la Société est présent ou représenté.

Art. 22. Conditions d'Admission et Droit de Participer.

22.1 Chaque Associé sera autorisé à assister aux Assemblées Générales des Associés, à y prendre la parole et à y exercer ses droits de vote. Les Associés peuvent se faire représenter à l'assemblée par un mandataire habilité, à cet effet, par écrit.

22.2 Lors d'une assemblée, chaque personne présente ayant droit de vote est tenue de signer la liste de présence. Le président de l'assemblée peut déterminer si la liste de présence doit également être signée par d'autres personnes présentes à l'assemblée.

22.3 Les membres du Conseil de Gérance auront, en tant que tels, voix consultative aux Assemblées Générales des Associés.

22.4 Le président de l'assemblée décidera de l'admission à l'assemblée générale d'autres personnes.

Art. 23. Président et Secrétaire de l'Assemblée.

23.1 Le président de l'Assemblée Générale des Associés sera nommé par plus de la moitié des voix exprimées par les personnes ayant droits de vote présentes à l'assemblée. Jusqu'à cette nomination, un membre du Conseil de Gérance agira en qualité de président, ou, si aucun membre du Conseil de Gérance n'est présent à l'assemblée, la personne la plus âgée présente à l'assemblée agira en qualité de président de l'assemblée.

23.2 Le président de l'assemblée nommera un secrétaire pour l'assemblée.

Art. 24. Procès-Verbaux - Registre des Résolutions des Associés.

24.1 Le secrétaire d'une Assemblée Générale des Associés se chargera de la tenue des compte-rendu des procès-verbaux à l'assemblée. Les procès-verbaux seront approuvés par le président et le secrétaire de l'assemblée et signés par eux en guise de preuve.

24.2 Le Conseil de Gérance conservera les procès-verbaux de toutes les décisions prises par l'Assemblée Générale des Associés. Si le Conseil de Gérance n'est pas représenté à l'assemblée, le président de l'assemblée devra s'assurer qu'une copie des décisions prises soit transmise au Conseil de Gérance dans les meilleurs délais après l'assemblée. Les registres seront tenus à disposition au principal établissement de la Société, où ils pourront être consultés par les personnes avec droit de réunion. Sur demande, il leur sera remis à chacun d'eux une copie ou un extrait des registres.

Art. 25. Adoption des Résolutions en Assemblée.

25.1 Chaque Part Sociale donne droit à une voix.

25.2 Pour autant que ni la Loi ni les présents Statuts ne prévoient de majorité qualifiée, toutes les décisions de l'Assemblée Générale des Associés seront adoptées par plus de la moitié des voix exprimées.

25.3 En cas d'égalité des voix, la proposition devra être considérée comme rejetée.

25.4 Si les formalités relatives à la convocation et à la tenue des Assemblées Générales des Associés, telles que prévues par la Loi ou les présents Statuts, n'ont pas été observées, les décisions valables de l'Assemblée Générale des Associés ne peuvent être adoptées que lors d'une assemblée, si à cette assemblée toutes les personnes avec droit de réunion ont

consenti à ce procédé de prise de décision, et si au préalable à ce procédé de prise de décision, des membres du Conseil de Gérance ont eu l'occasion de donner leur avis.

25.5 Aucun droit de vote afférent à la Part Sociale détenue par la Société ou par une Filiale ne pourra être exercé, ou afférent au certificat de dépôt lié pour une part Sociale détenue par la Société ou par une Filiale ne pourra être exercé lors de l'Assemblée Générale des Associés.

Toutefois, les créanciers et les usufruitiers de Parts Sociales détenues par la Société ou une filiale ne sont pas exclus de l'exercice des droits de vote, si le droit de gage ou usufruit a été créé avant que la part sociale a été détenue par la Société ou cette filiale. La Société ou une filiale ne peuvent pas exercer les droits de vote pour une part sociale dans laquelle elle détient un droit de gage ou un usufruit.

Art. 26. Adoption de Décisions sans la tenue d'Assemblée.

26.1 Des résolutions d'Associés peuvent également être adoptées d'une autre manière que lors d'une réunion, à condition que toutes les personnes ayant droit de réunion aient donné leur consentement par écrit à un tel processus de prise de décision. Les votes sont exprimés par écrit. Avant l'adoption de résolutions, les membres du Conseil de Gérance doivent avoir la possibilité de donner des avis.

26.2 Aux fins de l'article 26.1, l'exigence de voix devant être exprimés par écrit sera également être respectée dans le cas où la résolution est consignée par écrit ou par voie électronique, indiquant la manière dont chaque vote est exprimé et une telle résolution est signée par toutes les personnes ayant le droit de réunion.

26.3 Dès que le Conseil de Gérance est au courant de la résolution, il doit en garder une preuve écrite et l'ajouter aux dossiers visés à l'article 24.2.

Art. 27. Modification des Statuts.

27.1 L'Assemblée Générale des Associés peut décider de modifier les présents Statuts par le biais d'une décision adoptée à la majorité en nombre des Associés détenant au moins les trois-quarts du capital émis de la Société. La décision de modifier les présents Statuts exigera l'exécution d'un acte notarié passé à cet effet devant un notaire résidant au Grand-Duché de Luxembourg. Si lors d'une Assemblée Générale des Associés, une proposition de modification des présents Statuts est présentée, il doit en être fait mention dans la convocation à l'assemblée et un exemplaire de la proposition reproduisant mot pour mot la modification proposée, sera en même temps déposé et mis à disposition au principal établissement de la Société, au principal établissement, à l'administration centrale et au lieu de gestion effective à Luxembourg où il pourra être consulté par les personnes avec le droit de réunion, ceci jusqu'à la tenue de l'assemblée. A la demande d'un Associé, une copie de la proposition lui sera transmise, à titre gratuit, à compter du jour du dépôt jusqu'au jour de la tenue de l'assemblée. Un acte notarié sera, par ailleurs, rédigé à cet effet par-devant notaire résidant aux Pays-Bas afin de porter modification des présents statuts.

27.2 La Société peut changer sa forme juridique en une autre forme juridique de Société. Une modification de la forme juridique exigera une décision en vue de modifier la forme juridique, ainsi qu'une décision de modification des présents statuts adoptée par l'Assemblée Générale des Associés, toutes deux prises à la majorité en nombre des Associés détenant au moins les trois-quarts du capital émis de la Société. En outre, une modification de la forme juridique sera soumise aux dispositions concernées de la Loi. Toute modification de la forme juridique ne mettra pas fin à l'existence de la Société.

Art. 28. Dissolution et Liquidation.

28.1 La Société peut être dissoute par une décision prise, à cet effet, par l'Assemblée Générale des Associés. La proposition de dissoudre la Société doit être mentionnée dans la convocation à cette assemblée. La décision de dissoudre la Société exigera un acte, lequel doit, pour les besoins, s'effectuer par-devant notaire résidant au Grand-Duché du Luxembourg.

28.2 En cas de dissolution de la Société en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale des Associés, les membres du Conseil de Gérance deviendront liquidateurs des biens de la Société dissoute. L'Assemblée Générale des Associés peut décider de nommer d'autres personnes en qualité de liquidateurs.

28.3 Pendant la liquidation, les dispositions des présents Statuts resteront en vigueur dans la mesure du possible.

28.4 Le solde disponible après remboursement des dettes de la Société dissoute sera réparti entre les Associés au prorata de la valeur nominale totale des Parts Sociales que chacun détient.

28.5 La liquidation sera, en outre, soumise aux dispositions concernées de la Loi.

Quatrième résolution

L'assemblée note et accepte la description et la consistance des avoirs de la Société telle qu'elle résulte d'un bilan intérimaire au 28 mars 2013, bilan qui restera annexé à la résolution mentionnée ci-après.

Cinquième résolution

La consistance des avoirs de la Société a été décrite et confirmée dans une résolution de l'Associé Unique de la Société du 2 mai 2013, à laquelle est annexé le bilan intérimaire de la Société au 28 mars 2013.

Ladite résolution est ainsi formulée:

«To confirm that the net asset value of the Company as at the date hereof is at least equal to or higher than the current share capital of the company which amounts to EUR 18,200, as is evidenced by the attached interim accounts of the Company as per 28 March 2013 (Schedule 1) and that net equity is therefore also in excess of the legal minimum share capital for a Luxembourg Société à Responsabilité Limitée"

Copie de cette résolution, signée ne varietur par le bureau de l'assemblée et le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise à la formalité de l'enregistrement avec lui.

L'assemblée autorise les gérants d'ouvrir le bilan suivant cette évaluation des avoirs.

Sixième résolution

L'assemblée adopte, confirme et dans la mesure où cela est nécessaire ratifie la décision qu'à partir du 26 avril 2013, le principal établissement, le siège de la gérance effective et de l'administration centrale de la Société est fixée au 3A, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg.

Septième résolution

L'assemblée confirme les personnes suivantes comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Chaumont (Directors) Limited, une Société des Iles Vierges Britanniques, no 161699, ayant son siège social au GTS Chambers, P.O Box 3471, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques.

- M. Eric Osch, né le 13 mars 1971 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, économiste, demeurant professionnellement au 3A, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg.

- M. Peter Egan, né le 31 août 1972 à Dublin, Irlande, comptable, demeurant professionnellement au 3A, Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg.

Associé

L'assemblée note que toutes les mille huit cent vingt (1,820) parts sociales de la Société sont détenues par PARELPARK LIMITED, une Société maltaise, enregistrée sous le no C59668, ayant son siège social à St Helena's Building, Tumas Fenech Street, Birkirara, Malte.

Dépenses

Les frais et dépenses payables en raison des présentes et incombant à la Société sont évaluées à 1.500,- €.

Pouvoirs

Les comparants donnent par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, pour rédiger, corriger et signer toute erreur ou omission ou toute faute(s) de frappe(s) au présent acte.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par leur noms, prénoms usuels états et demeures, les comparants ont tous signé avec le notaire instrumentant la présente minute. Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes les présents statuts sont rédigés en anglais, suivis d'une traduction française.

A la requête des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Signé: Egan, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 10 mai 2013. Relation: RED/2013/726. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 22 mai 2013.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2013067894/971.

(130083671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Cyclope Investissements, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 161.334.

In the year two thousand and twelve, on the thirtieth day of November, at 5 p.m

Before Us Maître Francis KESSELER, notary, residing in Esch/Alzette,

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of CYCLOPE INVESTISSEMENTS (the "Company"), a société d'investissement à capital variable having its registered office at 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, incorporated by a deed of Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of

Luxembourg), on 15 April 2011, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 1950 of 24 August 2011.

The Meeting was opened with Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employee, residing professionally in Esch/Alzette, as chairman of the Meeting.

The chairman appointed as secretary Mrs Sophie HENRYON, employee, residing professionally in Esch/Alzette

The Meeting elected as scrutineer Mrs Claudia ROUCKERT, employee, residing professionally in Esch/Alzette

The bureau of the Meeting (the "Bureau") having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda

1. Full restatement of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") with effect from 1 December 2012 in order to, inter alia,

(i) amend Article 4 to update the reference to the applicable law so as to read as follows:

"The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of any kind and other permitted assets, including shares or units in other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the amended law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds (the «Law of 2007») and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law of 2007."

(ii) amend the provisions relating to the composition of the board of directors under "Title III. Management and Supervision";

(iii) amend Article 8 to give power to the board of directors to take any necessary steps to protect the shareholders of the Company from any negative impact resulting from FATCA;

(iv) amend Article 9 to give power to the board of directors to create side pockets in exceptional circumstances;

(v) amend Article 12 regarding the signatory powers of the directors;

(vi) amend Article 25 regarding the determination of the net asset value by, inter alia, including the possibility of the board of directors to use swing pricing or apply a dilution levy;

(vii) amend Article 27 regarding the temporary suspension of the calculation of the net asset value per share to insert new circumstances in which the board of directors may resolve to suspend the calculation of the net asset value per share;

(viii) delete the French translation of the Articles in accordance with Article 26 (2) of the Law of 2007; and

(ix) general update of the Articles.

2. Acknowledgement of the resignation of Mrs Véronique Calvier and Mr Dominique Moinil as A Directors of the Company with effect from 1 December 2012 and appointment of Mr Enrique Bouillot and Mr Dominique Dubois as directors of the Company with effect from 1 December 2012 and until the next annual general meeting to be held in 2013.

3. The meeting ratifies the transfer of the statutory seat of the Company from 3 Avenue Pasteur L-2311, Luxembourg to 20 Boulevard Emmanuel Servais L-2535, Luxembourg.

4. The Meeting ratifies the replacement of Crédit Agricole Luxembourg S.A. as Custodian Bank and of Crédit Agricole Luxembourg Conseil S.A. as Domiciliary and Administrative Agent and as Registrar and Transfer Agent, by Banque Privée Edmond de Rothschild Europe.

II.- The shareholders present or represented, the number of shares held by each of them and the proxies of the represented shareholders are shown on an attendance list; this attendance list signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders, the Bureau and the undersigned notary will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III.- The Meeting was convened by notices containing the agenda sent by registered mail to the registered shareholders on November 23rd, 2012.

IV.- It appears from the attendance list that, out of three hundred ninety-five thousand six (395.006) shares in issue, three hundred ninety-five thousand six (395.006) shares are present or represented at the Meeting, representing more than half of the Company's capital.

V.- As a result of the foregoing, the Meeting was regularly constituted and could validly deliberate and vote on the sole item of the agenda.

VI.- The Meeting unanimously took the following resolution:

First resolution

The Meeting resolves to delete the French translation of the Articles in accordance with Article 26(2) of the Law of 2007 and to fully restate the Articles with effect from 1 December 2012 so as to read as follows:

Art. 1. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares of the Company hereafter issued, a company in the form of a société anonyme qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the name of CYCLOPE INVESTISSEMENTS (the «Company»).

Art. 2. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors of the Company (the «Board of Directors» or «Director(s)»). Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the Board of Directors. If permitted by law and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board of Directors may transfer the registered office to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the «Articles»).

Art. 4. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of any kind and other permitted assets, including shares or units in other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the amended law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds (the «Law of 2007») and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law of 2007.

Title II. Share capital, shares

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the net assets of the Company as defined in Article 25 hereof.

The minimum capital of the Company shall be the minimum capital required by Luxembourg law which is one million two hundred fifty thousand euro (EUR 1,250,000,-). The Board of Directors may, at any time, as it deems appropriate, decide to create one or more compartments or sub-funds within the meaning of article 71 of the Law of 2007, (each such compartment or sub-fund, a «Sub-Fund»). The shares to be issued in a Sub-Fund may, as the Board of Directors shall determine, be of one or more different classes (each such class, a «Class»), the features, terms and conditions of which shall be established by the Board of Directors.

The Company constitutes a single legal entity, but the assets of each Sub-Fund shall be invested for the exclusive benefit of the shareholders of the corresponding Sub-Fund and the assets of a specific Sub-Fund are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that Sub-Fund.

Any Sub-Fund may, to the widest extent permitted by and under the conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more Sub-Fund(s).

The Board of Directors may create each Sub-Fund for an unlimited or a limited period of time.

The proceeds from the issuance of shares of any Class shall be invested pursuant to Article 11 hereof in securities of any kind or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities or assets or with such other specific features, as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of the relevant Sub-Fund.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class of shares shall, if not expressed in Euro, be converted into Euro and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes.

The general meeting of holders of shares of a Sub-Fund or Class, deciding with simple majority, may consolidate or split the shares of such Sub-Fund or Class.

Art. 6. The Board of Directors is authorised without limitation to issue further partly or fully paid shares at any time, in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the Board of Directors and disclosed in the sales documents, without reserving to existing shareholders preferential or pre-emptive rights to subscription of the shares to be issued.

Unless otherwise decided by the Board of Directors and disclosed in the sales documents, the issue price shall be equal to the Net Asset Value for the relevant Sub-Fund or Class of shares as determined in accordance with the provisions of Article 26 hereof plus a sales charge, if any, as the sales documents may provide.

Shares may only be subscribed by well-informed investors (investisseurs avertis) within the meaning of the Law of 2007 («Eligible Investors»).

The Board of Directors may delegate to any of its managers or to any duly authorised person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new shares.

The Board of Directors is further authorised and instructed to determine the conditions of any such issue and to make any such issue subject to payment at the time of issue of the shares.

The Board of Directors may decide to issue shares against contribution in kind in accordance with Luxembourg law. In particular, in such case, the assets contributed must be valued in a report issued by the Company's auditor, to the extent required by Luxembourg law. Any costs incurred in connection with a contribution in kind shall be borne by the relevant shareholder or by a third party.

The Board of Directors may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Eligible Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Eligible Investor and who holds shares in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the Board of Directors, the other shareholders of the relevant Class and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

Art. 7. All shares of the Company shall be issued in registered form.

Unless specifically requested by a shareholder, the Company will not issue share certificates and shareholders will receive a confirmation of their shareholding instead. If a shareholder desires to obtain share certificates, correspondent costs may be charged to such shareholder.

Any share certificate shall be signed by the Board of Directors.

If share certificates are issued and if any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the original share certificate.

Fractions of shares up to two decimal places will be issued if so decided by the Board of Directors. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets and any distributions attributable to the relevant Class of shares on a pro rata basis.

A register of registered shares (the «Register») shall be kept by a person responsible for the maintenance of the Register appointed by the Board of Directors, and such Register shall contain the name of each owner of shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number and Class of shares held, the amount paid in on the shares, and the bank wiring details of the shareholder.

The inscription of the shareholder's name in the Register evidences his right of ownership of such registered shares.

The Board of Directors may accept and enter in the Register a transfer on the basis of any appropriate document(s) recording the transfer between the transferor and the transferee. Transfers of shares are conditional upon the proposed transferee qualifying as an Eligible Investor. Transfers of shares shall be effected by inscription of the transfer in the Register upon delivery to the Company of a completed transfer form together with such other documentation as the Company may require.

Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Register. Shareholders may, at any time, change their address as entered into the Register by means of a written notification to the Company from time to time.

The address of the Shareholders as well as all other personal data of Shareholders collected by the Company and/or any of its agents may be subject to applicable local laws and regulations, collected, recorded, stored, adapted, transferred or otherwise processed and used ("processed") by the Company, its agents and any subsidiary or affiliate thereof, which may be established outside Luxembourg and/or the European Union, including the US and India, and the financial intermediary of Shareholders. Such data may be processed for the purposes of account administration, anti-money laundering and counter-terrorist financing identification, tax identification (including, but not limited to, for the purpose of compliance with the Foreign Account Tax Compliance Act, as might be amended, completed or supplemented ("FATCA") as well as, to the extent permissible and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations and any other local applicable laws and regulations, the development of business relationships including sales and marketing of investment products and services.

The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single person to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such person implies a suspension of all rights attached to such share(s).

Art. 8. Restriction on ownership. The Board of Directors shall have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by (a) any person not qualifying as an Eligible Investor, (b) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority or (c) any person in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Company incurring any liability or taxation or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered. For example, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by any «U.S. Person», as defined hereafter. In particular, the Board of Directors may take all necessary steps to protect the shareholders of the Company from negative tax impact resulting from FATCA.

For such purposes the Company may:

a) Decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such registry would or might result in such share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding shares in the Company;

b) At any time require any person whose name is entered in the Register to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's share rests or will rest in a person who is precluded from holding shares in the Company;

c) Decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company; and

d) Where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares or a certain proportion of the shares in the Company or whom the Company reasonably believes to be precluded from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is beneficial owner of shares, (i) direct such shareholder to (a) transfer his shares to a person qualified to own such shares, or (b) request the Company to redeem his shares, or (ii) compulsorily redeem from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the «Redemption Notice») upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such share is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates (if issued) representing the shares specified in the Redemption Notice. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled;

2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (herein called the «Redemption Price») shall be an amount equal to the Net Asset Value per share of shares in the Company of the relevant Class, determined in accordance with Article 26 hereof less any service charge (if any); where it appears that, due to the situation of the shareholder, payment of the Redemption Price by the Company, any of its agents and/or any other intermediary may result in either the Company, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Company may further withhold or retain, or allow any of its agents and/or other intermediary to withhold or retain, from the Redemption Price an amount sufficient to cover such potential liability until such time that the shareholder provide the Company, any of its agents and/or any other intermediary with sufficient comfort that their liability shall not be engaged, it being understood (i) that in some cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case such amount may no longer be claimed by the shareholder, and (ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Company, any of its agents and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules;

3) Payment of the Redemption Price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination for the relevant Class of shares and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such person but only, if a share certificate shall have been issued, upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against in the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the thereof owner to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Whenever used in these Articles, the term «U.S. person» shall have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the «1933 Act») or as in any other regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S of the 1933 Act or which may further define the term «U.S. person».

The Board of Directors may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

Art. 9. Redemption and Conversion of shares. As is more specifically prescribed herein below, the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Company under the terms, conditions and limits set forth by the Board of Directors in the sales documents. Any redemption request must be filed by such shareholder in written form, subject to the conditions set out in the sales documents of the Company, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate(s) for such shares in proper form (if issued).

Unless otherwise decided by the Board of Directors and disclosed in the sales documents, the redemption price shall be equal to the Net Asset Value for the relevant Class of shares as determined in accordance with the provisions of Article 26 hereof less a redemption charge, if any, as the sales documents may provide. This price may be rounded up or down to the nearest decimal, as the Board of Directors may determine, and such rounding to accrue to the benefit of the Company, as the case may be. From the redemption price there may further be deducted any deferred sales charge if such shares form part of a Class in respect of which a deferred sales charge has been contemplated in the sales documents. The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the Board of Directors which shall not exceed ten (10) Luxembourg bank business days, from the relevant Valuation Date provided that the share certificates, if issued, and any requested documents have been received by the Company, subject to Article 28 hereof.

The Board of Directors may determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific Class or Classes. The specific period for payment of the redemption proceeds of any Class of shares of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be published in the sales documents relating to the sale of such shares.

The Board of Directors may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

The Board of Directors may (subject to equal treatment of shareholders and the consent of the shareholder(s) concerned) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming shareholders investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the shares to be redeemed as described in the sales documents.

To the extent required by law, such a redemption in kind will be subject to a special audit report by the auditor of the Company confirming the number, the denomination and the value of the assets which the Board of Directors will have determined to be contributed in counterpart of the redeemed shares. This audit report will also confirm the way of determining the value of the assets which will have to be identical to the procedure of determining the Net Asset Value of the shares.

The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will have to be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board of Directors considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article 28 hereof. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first applicable Valuation Day after the end of the suspension period.

Any shareholder may request conversion of whole or part of his/its shares of one Class of a Sub-Fund into shares of another Class of that or another Sub-Fund at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant Classes, provided that the Board of Directors may impose such restrictions between Classes of shares as disclosed in the sales documents as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversions subject to payment of a charge as specified in the sales documents.

The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled by such shareholder.

If, on any Valuation Day, redemption requests and conversion requests relate to more than a certain level, as determined by the Board of Directors and disclosed in the sales documentation, of the Net Asset Value of a specific Sub-Fund or Class, the Board of Directors may decide that part or all of such requests will be deferred for such period as the Board of Directors considers to be in the best interest of the Sub-Fund. Redemptions shall be limited with respect to all shareholders seeking to redeem shares as of a same day so that each such shareholder shall have the same percentage of its redemption request honoured. On the next Valuation Day following such deferral period, the balance of such redemption requests will be met in priority to later requests, subject to the same limitations as above.

If a redemption or conversion would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one Sub-Fund or Class below the minimum holding amount as the Board of Directors shall determine from time to time, then the Board of Directors may decide that this request be treated as if such shareholder had requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of such Sub-Fund or Class.

The Board of Directors may in its absolute discretion compulsorily redeem or convert any holding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the Board of Directors and to be published in the sales documents of the Company.

In exceptional circumstances relating to a lack of liquidity of certain investments made by certain Sub-Fund and the related difficulties in determining the Net Asset Value of the shares of certain Sub-Fund, the treatment of redemption requests may be postponed and/or the issue and redemptions of shares suspended by the Board of Directors.

In the same circumstances and upon the prior approval of the Commission de Surveillance du Secteur Financier, the Board of Directors may consider the creation of side-pockets via any means and to the largest extent authorised pursuant to applicable Luxembourg laws and regulations.

Title III. Management and Supervision

Art. 10. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members. Members of the Board of Directors need not be shareholders of the Company.

The Board of Directors shall be elected by the shareholders at a general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders. The general meeting of shareholders shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Members of the Board of Directors shall be re-eligible.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors elected by the general meeting of shareholders, may meet and elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

Art. 11. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or any two Directors at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and at the Board of Directors, but in his absence the shareholders or the Board of Directors may appoint any person as chairman pro tempore by the majority of the votes cast or of the Directors present at any such meeting respectively.

The Board of Directors from time to time may appoint the officers of the Company, including manager(s), agent(s) or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by telefax or similar means of communication of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by telefax or similar means of communication another Director as his proxy. One Director may represent one or more Directors.

Any Director may also participate at any meeting of the Board of Directors by videoconference or any other means of communication permitting the identification of such Director. Such means must allow the Directors to participate effectively at such meeting of the board of directors. The proceedings of the meeting must be retransmitted continuously. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least a majority (or any other number to be defined by the Board of Directors) of the Directors are present or represented at a meeting of the Board of Directors.

The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman of such meeting. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two Directors, or by the secretary or by any other person duly authorised.

Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. The chairman shall have a casting vote in any circumstances.

Resolutions of the Board of Directors may also be passed in the form of a written consent resolution circulated by telefax or by any other similar means of communication in identical terms which may be signed on one or more counterparts by all the Directors.

Art. 12. The Board of Directors is invested with the broadest power to perform all acts of administration and disposition in compliance with the Company's corporate object. All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

The Board of Directors shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company.

It shall have the power on behalf and in the name of the Company to carry out any and all of the purposes of the Company and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary, advisable or useful or incidental thereto. Except as otherwise expressly provided, the Board of Directors has, and shall have, full authority in its discretion to exercise, on behalf of and in the name of the Company, all rights and powers necessary or convenient to carry out the purposes of the Company.

The Board of Directors may appoint special committees, such as an investment committee and an advisory committee, as described more fully in the sales documents, in order to conclude certain tasks and functions expressly delegated to such committee(s).

Art. 13. The Company will be bound by the joint signature of any two Directors or by the joint or single signature of any person to whom authority has been delegated by the board of directors.

Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant will be handled in the name of the Company by the above mentioned Board of Directors.

Art. 14. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management of the investments of the Company (including signature on behalf of and in the name of the Company) and to represent the Company in respect of such management of investments, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board of Directors who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may sub-delegate such powers subject to prior approval of the Board of Directors.

The Company may enter into investment management agreement(s) with Luxembourg or foreign company acting as an investment manager (the «Investment Manager») in order to manage on a daily basis and under the overall control and responsibility of the Board of Directors, the securities portfolio and other assets of the Company or of any Sub-Fund of the Company. Subject to the power of Board of Directors to define the terms and conditions of termination of the investment management agreement(s), such investment management agreement(s) shall be concluded for an indefinite period.

The Board of Directors may also grant all special power of attorney by notarial or private deed.

Art. 15. No contract or other transaction between the Company and any other company or entity shall be affected or invalidated by the fact that the Board of Directors or any one more of shareholder, managers or officers of the Board of Directors is interested in, or is a shareholder, director, officer or employee of such other company or entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business. The Board of Directors or such officers shall not by reasons of such affiliation with such other company or entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director, manager or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such Director, manager or officer shall declare such personal interest to the Board of Directors and shall not consider or vote on any such transactions and such Director's or manager's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. This paragraph shall not apply where the decision of the Board of Directors relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the Investment Manager, the Custodian (as defined in Article 29 of these Articles) or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors on their discretion unless such "personal interest" is considered to be a conflicting interest by applicable laws and regulations.

Art. 16. Approved statutory auditor. The operations of the Company and its financial situation including in particular its books shall be supervised by an approved statutory auditor («réviseur d'entreprises agréé») who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to honourability and professional experience and who shall carry out the duties prescribed by the Law of 2007. The approved statutory auditor shall be elected by the general meeting of shareholders until the next annual general meeting of shareholders and until its successor is elected.

Title IV. General meeting

Art. 17. The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Company. Without prejudice of the provisions of Article 12 of these Articles and to any other powers reserved to the Board of Directors by these Articles, it shall have the powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

General meetings of shareholders shall be convened by the Board of Directors or upon written request of shareholders representing at least one tenth of the share capital of the Company. General meetings of shareholders shall be convened

pursuant to a notice given by the Board of Directors setting forth the agenda and sent at least eight (8) days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address recorded in the Register. Such notice will be published under the conditions and to the extent required by Luxembourg law.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum at this general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"). The rights of a shareholder to attend a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attached to his/its/her shares will be determined in accordance with the shares held by this shareholder as at the Record Date.

Art. 18. The annual meeting of shareholders will be held in Luxembourg at the registered office of the Company on the third Tuesday in the month of June at 11.00 a.m. (CET). If such a day is not a business day in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the Board of Directors.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

If all the shareholders are present or represented at the general meeting of the shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

All shareholders are invited to attend and speak at all general meetings of shareholders. A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, who need not be a shareholder, as his proxy, in writing or by telefax or any other means of transmission approved by the Board of Directors capable of evidencing such proxy. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting with the same agenda. The general meetings of the shareholders shall be presided by the chairman of the Board of Directors or by a person designated by the Board of Directors or appointed by the shareholders. The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary. The general meeting of shareholders may elect a scrutineer.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters. If the agenda includes the election of Directors, the agenda shall mention the names of the Directors to be appointed.

Each share of whatever Class in whatever Sub-Fund is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at the meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast at the relevant meeting.

Art. 19. At any general meeting of shareholders convened in order to amend these Articles, including its corporate object or to resolve on issues for which the law refers to the conditions required for the amendment of the Articles, the quorum shall be at least one half of the capital of the Company. If the quorum requirement is not fulfilled, a second meeting may be convened in accordance with Luxembourg law. The convening notice for the second meeting shall reproduce the agenda and indicate the date and the result of the preceding meeting. The second meeting may validly deliberate irrespective of the portion of the shares represented.

In both meetings resolutions must be passed by at least two thirds of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to shares in respect of which the shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

Art. 20. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the board of the meeting. Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman of the Board of Directors or by any two Directors or by any other person duly authorised.

Art. 21. General meetings of shareholders of Sub-Fund or Class. The shareholders of a Sub-Fund or Class issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters, which relate exclusively to such Sub-Fund or Class. The provisions set out in Articles 17 to 20 of these Articles as well as in the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies (as amended from time to time) shall apply to such general meetings.

Art. 22. Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or Class are passed by a simple majority of the votes cast.

Title V. Accounting year, Allocation of profits

Art. 23. The accounting year of the Company shall begin on 1st January and shall terminate on 31st December of the same year.

The accounts of the Company are denominated in Euro.

Art. 24. Appropriation of profits. The general meeting of shareholders of the relevant Class issued in respect of any Sub-Fund shall, upon proposal from the Board of Directors and within the limits provided by law, determine how the results of a Sub-Fund, shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorise the Board of Directors to declare, distributions.

The Board of Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

In any case, no distribution may be made if, after the declaration of such distribution, the Company's capital is less than the minimum capital imposed by the Law of 2007.

Payments of distributions to shareholders shall be made at their respective addresses as specified in the register of shareholders.

Distributions will be made in the reference currency of the Company or the currency of denomination of the relevant Class as appropriate but, for the convenience of shareholders, payment may be made in a currency chosen by the shareholder (at their cost and foreign exchange risks) in accordance with the procedure described in the sales documents. Distributions will be made in cash.

However, the Board of Directors may decide to make in-kind distributions/payments of securities of portfolio companies with the consent of the relevant shareholder(s). Any such distributions/payments in kind will, to the extent required by law, be valued in a report established by the Company's approved statutory auditor drawn up in accordance with the requirements of Luxembourg law and the costs of which report will be borne by the relevant investor.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant Sub-Fund and/or Class.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title VI. Valuation, Determination of net asset value

Art. 25. Valuation Date/Frequency of calculation of net asset value per share. The net asset value of shares shall, for the purposes of the redemption, conversion and issue of shares, be determined by the Company, under the responsibility of the Board of Directors, from time to time, but in no instance less than once per month, as the Board of Directors by regulation may direct (every such day or time for determination of net asset value being referred to herein as a «Valuation Date»).

Art. 26. Determination of net asset value per share. The net asset value of share of each Class with each Sub-Fund (the «Net Asset Value») shall be expressed in the reference currency of the relevant Class (and/or in such other currencies as the Board of Directors shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined as of any Valuation Date by dividing the net assets of the Company attributable to the relevant Class, being the value of the assets of the Company attributable to such Class less the liabilities attributable to such Class, on any such Valuation Date, by the number of shares of the relevant Class then outstanding. The Board of Directors may adjust the issue price and redemption price to reflect any dealing charges (including but not limited to dilution levy charge) or fiscal charges which the Board of Directors feel it is appropriate to take into account in respect of that Sub-Fund or to implement swing pricing techniques as more fully disclosed in the sales documents

The Net Asset Value will be calculated in accordance with the rules set forth below.

The Net Asset Value per share shall be calculated up to two decimal places.

If, since the time of determination of the Net Asset Value on the relevant Valuation Date, there has been a material change in the valuations of the investments attributable to the relevant Sub-Fund, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and of the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

I. The assets of the Company shall include (without limitation):

- 1) All cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) All bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial derivative instruments, shares and/or units of investment funds instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;
- 4) All stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) All interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- 6) The preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 7) The liquidating value of all futures and forward contracts and all call and put options the Company has an open position in;
- 8) All other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

For the purpose of the determination of the Net Asset Value, the value of the assets shall be determined as follows:

(a) The value of any cash in hand or on deposit, notes and bills payable on demand and accounts receivable (including reimbursements of fees and expenses payable by any investment fund in which the Company may invest), prepaid expenses and cash dividends declared and interest accrued but not yet collected, shall be deemed the nominal value of these assets unless it is improbable that it can be paid and collected in full; in which case, the value will be defined after deducting such amounts as the Board of Directors may consider appropriate;

(b) Securities listed on an official stock exchange or dealt on any other organised market will be valued at their last available price in Luxembourg on the Valuation Day and, if the security is traded on several markets, on the basis of the last known price on the main market of this security. If the last known price is not representative, valuation will be based on the fair value at which it is expected it can be sold, as determined with prudence and in good faith by the Directors;

(c) Unlisted securities or securities not traded on a stock exchange or any other Regulated Market as well as listed securities or securities not listed on a Regulated Market for which no price is available, or securities whose quoted price is, in the opinion of the Directors, not representative of actual market value, will be valued at their last known price in Luxembourg or, in the absence of such price, on the basis of their probable realisation value, as determined with prudence and in good faith by the Directors, provided that investments in private equity securities not listed or dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market will be estimated with due care and in good faith, taking due account of the latest guidelines and principles for valuation of portfolio companies set out by International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines, published by the European Venture Capital Association (EVCA), the British Venture Capital Association (BVCA) and the French Venture Capital Association (AFIC), as further described in the sales documents;

(d) The valuation of investments reaching maturity within a maximum period of 90 days may include straight-line daily amortisation of the difference between the principal 91 days before maturity and the value at maturity;

(e) The liquidation value of futures, forward or options contracts that are not traded on stock exchanges or other Regulated Markets will be equal to their net liquidation value determined in accordance with the policies established by the Directors on a basis consistently applied to each type of contract. The liquidation value of futures, forward or options contracts traded on stock exchanges or other Regulated Markets will be based on the latest available price for these contracts on the stock exchanges and Regulated Markets on which these options, forward or futures contracts are traded by the Company; provided that if an options or futures contract cannot be liquidated on the date on which the net assets are valued, the basis for determining the liquidation value of said contract shall be determined by the Directors in a fair and reasonable manner;

(f) Swaps are valued at their fair value based on the last known closing price of the underlying security;

(g) Investment funds are valued on the basis of the last official or estimated net asset value in Luxembourg, as set out below. In the context of Sub-Funds which invest in other investment funds, valuation of their assets may be complex in some circumstances and the administrative agents of such Funds may be late or delay communicating the relevant official net asset values. Accordingly, the administrative agent may use, on the Valuation Day, estimated net asset values provided by the administrative agents or managers of the said funds if these are more recent than their available official net asset values. In this case, the Net Asset Value thus determined for the Sub-Funds concerned may be different from the value that would have been calculated on the Valuation Day using the official net asset values calculated by the administrative agents of the investment funds in which the Sub-Fund invested. Nevertheless, Net Asset Values calculated on the basis of estimated net asset values shall, in principle, be considered as final and applicable despite any future divergence;

(h) Liquid assets and money market instruments are valued at their nominal value plus accrued interest, or on the basis of amortised costs;

(i) Any other securities and assets are valued in accordance with the procedures put in place by the Directors and with the help of specialist valuers, as the case may be, who will be instructed by the Directors to carry out these valuations.

If events have occurred which may have resulted in a material change of the net asset value of such shares or units in other investment funds since the day on which the latest official net asset value was calculated, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the Directors, such change of value.

For the purpose of determining the value of the Company's assets, the administrative agent, having due regards to the standard of care and diligence in this respect, may exclusively, when calculating the Net Asset Value, rely upon the valuations provided (i) by the Board of Directors, (ii) by various pricing sources available on the market such as pricing agencies (e.g., Bloomberg or Reuters) or administrators or investment managers of target funds, (iii) by prime brokers and brokers or (iv) by (a) specialist(s) duly authorised to that effect by the Board of Directors.

In such circumstances, the administrative agent shall not, in the absence of manifest error on its part, be responsible for any loss suffered by the Company or any shareholder by reason of any error in the calculation of the Net Asset Value and the Net Asset Value per share resulting from any inaccuracy in the information provided by the professional pricing sources, by the Board of Directors, by investment managers or administrative agents of target funds, by prime brokers and brokers or by specialist(s) duly authorised to that effect by the Board of Directors.

In circumstances where one or more pricing sources fail to provide valuations to the administrative agent preventing the latter to determine the subscription and redemption prices, the administrative agent shall inform the Board of Directors thereof and the administrative agent shall obtain from it authorised instructions in order to enable it to finalise the computation of the Net Asset Value and the Net Asset Value per share. The Board of Directors may decide to

suspend the Net Asset Value calculation, in accordance with the relevant provisions in these Articles. In such circumstances, the administrative agent shall not, in the absence of manifest error on its part, be responsible for any loss suffered by the Company or any shareholder. The Board of Directors shall be responsible for notifying the suspension of the Net Asset Value calculation to the shareholders, if required, or for instructing the administrative agent to do so. If the Board of Directors does not decide to suspend the Net Asset Value calculation in a timely manner, it shall be liable for all the consequences of a delay in the Net Asset Value calculation, and the administrative agent may inform the relevant authorities and the Company's auditor in due course.

Finally, in the cases no prices are found or when the valuation may not correctly be assessed, the administrative agent may rely upon the valuation of the Board of Directors.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-Fund will be converted into the reference currency of such Sub-Fund at the rate of exchange prevailing in Luxembourg on the relevant Valuation Date. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board of Directors.

For the avoidance of doubt, the provisions of this Article 26 are rules for determining Net Asset Value per share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any securities issued by the Company.

II. The liabilities of the Company shall include (without limitation):

- 1) All loans, bills and accounts payable;
- 2) All accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) All accrued or payable fees and expenses (including administrative expenses, management fees, including incentive fees, custodian fees, central administrative agent's and registrar and transfer agent's fees);
- 4) All known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- 5) An appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Date, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the Board of Directors, as well as such amount (if any) as the Board of Directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- 6) All other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise but not be limited to fees payable to its Board of Directors, investment managers/advisers, including performance fees, if any, fees and expenses payable to its custodian and its correspondents, domiciliary and corporate agent, administrative agent, the registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any distributor, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, fees and expenses for legal, accounting and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any government agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, the cost of printing share certificates, if any, and the costs of any reports to the shareholders, expenses incurred in determining the Company's net asset value, the costs of convening and holding shareholders' meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the costs of buying and selling assets, reasonable travelling costs in connection with the selection of local or regional investment structures and of investments in such investment structures, the costs of publishing the issue and redemption prices, if applicable, interest, bank charges, currency conversion costs and brokerage, postage, telephone and telex as well as any litigation and indemnification expenses and extraordinary expenses not incurred in the ordinary course of business. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount ratably for yearly or other periods, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The Company will establish a separate pool of assets and liabilities in respect of each Sub-Fund and the assets and liabilities shall be allocated in the following manner:

- (a) If a Sub-Fund issues shares of two or more Classes, the assets attributable to such Classes shall be invested in common pursuant to the specific investment objective, policy and restrictions of the Sub-Fund concerned;
- (b) Within any Sub-Fund, the Board of Directors may determine to issue Classes subject to different terms and conditions, including, without limitation, Classes subject to (i) a specific distribution policy entitling the holders thereof to dividends or no distributions, (ii) specific subscription and redemption charges, (iii) a specific fee structure and/or (iv) other distinct features;
- (c) The net proceeds from the issue of shares of a Class are to be applied in the books of the Company to that Class of shares and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such Class of shares subject to the provisions set forth below;

(d) Where any income or asset is derived from another asset, such income or asset is applied in the books of the Company to the same Sub-Fund or Class as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value is applied to the relevant Sub-Fund or Class;

(e) Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or Class or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund or Class, such liability is allocated to the relevant Sub-Fund or Class;

(f) If any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund or Class, such asset or liability will be allocated to all the Sub-Funds or Classes pro rata to their respective net asset values, or in such other manner as the Board of Directors, acting in good faith, may decide; and

(g) Upon the payment of distributions to the holders of any Class of shares, the Net Asset Value of such Class shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the Board of Directors or by any agent which the Board of Directors may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this Article:

1) Shares of the Company to be redeemed under Article 9 shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board of Directors on the Valuation Date on which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

2) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issuance as from the time specified by the Board of Directors on the Valuation Date on which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) All investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of shares and

4) Where on any Valuation Date the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;
- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Date, then its value shall be estimated by the Company.

5) In circumstances where the interests of the Company or its shareholders so justify (avoidance of market timing practices, for example), the Board of Directors may take any appropriate measures, such as applying a fair value pricing methodology to adjust the value of the Company's assets, as further described in the sales documents of the Company.

Art. 27. Co-Management and Pooling. The Board of Directors may authorise investment and management of all or any part of the portfolio of assets established for two or more Sub-Funds on a pooled basis, or of all or any part of the portfolio of assets of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other Luxembourg undertakings for collective investment, all subject to appropriate disclosure and compliance with applicable regulations, and as more fully described in the sales documents for the shares.

Art. 28. Temporary suspension of calculation of Net Asset Value per share and of issue of shares. The Company may suspend the determination of the Net Asset Value of one or more Classes and the issue, redemption and conversion of shares of such Class(es):

(a) During any period when any one of the stock exchanges or other principal markets on which a substantial portion of the assets of the Company attributable to such Sub-Fund(s), from time to time, is quoted or dealt in is closed or during which dealings therein are restricted or suspended provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund(s) quoted thereon; or

(b) During any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the Board of Directors, or the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board of Directors, disposal or valuation of the assets held by the Company attributable to such Sub-Fund(s) is not reasonably practicable without this being seriously detrimental to the interests of shareholders, or if in the opinion of the Board of Directors the issue and, if applicable, redemption prices cannot fairly be calculated; or

(c) During any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund(s) or the current prices or values on any stock exchanges or other markets in respect of the assets attributable to such Sub-Fund(s); or

(d) During any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such Sub-Fund(s) or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares of the Company cannot, in the opinion of the Board of Directors, be effected at normal rates of exchange; or

(e) From the time of publication of a notice convening an extraordinary general meeting of shareholders for the purpose of winding up the Company or any Sub-Fund(s), or merging the Company or any Sub-Fund(s), or informing the shareholders of the decision of the Board of Directors to terminate or merge any Sub-Fund(s); or

(f) When for any other reason, the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained; or

(g) During any period when the application of an index, underlying of a financial derivative instrument representing a material part of the assets of a relevant Sub-Fund is suspended; or

(h) During any period when the net asset value calculation of an underlying undertaking for collective investment in which any substantial portion of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund from time to time is invested is suspended or restricted, so that the value of this investment cannot be properly determined; or

(i) During any period when in the opinion of the Board of Directors there exist circumstances outside of the control of the Company where it would be impracticable or unfair towards the shareholders to continue dealing in shares of any Sub-Fund.

Any shareholder having asked to be informed of the Net Asset Value will be informed of any such suspension.

Any application for subscription, redemption or conversion of shares is irrevocable except in case of suspension of the calculation of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund or Class, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with on the first applicable Valuation Date following the end of the period of suspension.

Art. 29. Custodian Agreement. The Company shall enter into a custodian agreement with a bank, which shall satisfy the requirements of the Luxembourg laws and the Law of 2007 (the «Custodian»). All assets of the Company are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by law.

In case of withdrawal, whether voluntarily or not, of the Custodian, the Custodian will remain in function until the appointment, which must happen within two months, of another eligible credit institution.

Title VII. Dissolution, Liquidation

Art. 30. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 19 of these Articles.

Art. 31. Whenever the share capital falls below two thirds of the minimum capital, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the Board of Directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one fourth of the minimum capital imposed by the law of 2007; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one fourth of the votes of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two thirds or one fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 32. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one liquidator (if a legal entity) or one or more liquidators, if physical persons, named by the general meeting of shareholders deciding the dissolution. Such meeting shall determine their powers and their remuneration.

The net proceeds may be distributed in kind to the holders of shares with their approval.

The amounts not claimed by the shareholders at the end of the liquidation shall be deposited with the Caisse de Consignations in Luxembourg. If these amounts were not claimed before the end of a period of five years, the amounts shall be forfeited and can no longer be claimed.

Art. 33. Liquidation and Merger of sub-funds or classes of shares. In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund or Class of shares fall below or has not reached an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such Sub-Fund or Class of shares to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic, monetary or political situation relating to the Sub-Fund or Class of shares concerned would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund or Class of shares or in order to proceed to an economic rationalization, the Board of Directors may decide to compulsorily redeem all the shares issued in such Sub-Fund or Class of shares at their Net Asset Value (taking into account actual realisation prices of investments and realization expenses), calculated on the Valuation Date at which such decision shall take effect. The Company shall publish a notice to the holders of shares concerned by the compulsory redemption prior to the effective date for such redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Unless it is otherwise decided in the

interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or Class of shares concerned may continue to request redemption or conversion (if appropriate) of their shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realization expenses) prior to the effective date of the compulsory redemption.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this article, the Board of Directors may decide to liquidate a Sub-Fund or a Class of Shares.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this Article, the Board of Directors may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company or to another undertaking for collective investment or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (the «new Sub-Fund») and to redesignate the shares of the Sub-Fund concerned as shares of the new Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this section (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Sub-Fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period. After such period, the decision commits the entirety of shareholders who have not used this possibility, provided however that, if the amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type («fonds commun de placement») or a foreign based undertaking for collective investment, such decision shall be binding only on the shareholders who are in favour of such amalgamation.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund within the Company may, in any other circumstances, be decided upon by a general meeting of the shareholders of the contributing Sub-Fund concerned for which there will be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of the votes cast at such meeting.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors, a liquidation of a Sub-Fund or a re-designation of its shares may, in any other circumstances, be decided upon by a general meeting of the shareholders of the concerned Sub-Fund for which there will be no quorum requirements and which will decide upon such liquidation or re-designation by resolution taken by simple majority of the votes cast at such meeting.

Furthermore, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-Fund to another undertaking for collective investment or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment shall be decided by a general meeting of shareholders and will require a resolution of the shareholders of the Class or Sub-Fund concerned where no quorum is required and adopted by a simple majority of the shares represented at such meeting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg investment fund of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based investment fund, in which case resolutions will be binding only on such shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

Title VIII. General provisions

Art. 34. All matters not governed by these Articles are to be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and the Law of 2007.

Second resolution

The Meeting acknowledges the resignation of Ms Veronique Calvier and Ms Dominique Moinil as A Directors of the Company with effect from 1 December 2012 and resolves to appoint Mr Enrique Bouillot and Mr Dominique Dubois as directors of the Company with effect from 1 December 2012 and until the next annual general meeting to be held in 2013.

Third resolution

The Meeting ratifies the transfer of the statutory seat of the Company from 3 Avenue Pasteur L-2311, Luxembourg to 20 Boulevard Emmanuel Servais L-2535, Luxembourg.

Fourth resolution

The Meeting ratifies the replacement of Crédit Agricole Luxembourg S.A. as Custodian Bank and of Crédit Agricole Luxembourg Conseil S.A. as Domiciliary and Administrative Agent and as Registrar and Transfer Agent, by Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, as approved by CSSF.

There being no further business on the agenda, the Meeting is thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, this deed is worded in English.

Whereof this notarial deed was drawn up in Esch/Alzette on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Meeting, the members of the Bureau, all of whom are known to the notary by their names, civil status and residences, signed together with us, the Notary, this original deed.

Signé: Conde, Henryon, Rouckert, Kessler

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 10 décembre 2012. Relation: EAC/2012/16418. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013064541/814.

(130079891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2013.

OSCAR Lux AcquiholdCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 177.393.

STATUTEN

Im Jahre zweitausenddreizehn, den achten Mai.

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtssitz in Luxemburg, (Großherzogtum Luxemburg).

IST ERSCHIENEN:

OSCAR Lux Carry SCS, eine Gesellschaft luxemburgischen Rechts, mit Sitz in 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Eintragung im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister anhängig,

hier vertreten durch Arne BOLCH, Rechtsanwalt, mit Berufsanschrift in 33, avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift, ausgestellt in Luxemburg.

Die Vollmacht wird, nach Unterzeichnung ne varietur durch die erschienene Partei und den unterzeichneten Notar, dieser Urkunde als Anlage beigelegt und zusammen mit dieser zur Eintragung eingereicht.

Die erschienene Partei, handelnd wie erwähnt, hat den unterzeichneten Notar ersucht, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

1. Art. 1. Name. Es besteht hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit der Bezeichnung „OSCAR Lux AcquiholdCo S.à r.l.“ (die Gesellschaft).

2. Art. 2. Gesellschaftszweck.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist es, Beteiligungen an luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften gleich in welcher Form einzugehen und alle anderen Arten von Investitionen im Wege des Erwerbs oder der Veräußerung von Wertpapieren durch Kauf oder Verkauf, Tausch oder durch Zeichnung oder in jeder anderen Art und Weise vorzunehmen, sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung ihres Portfolios.

2.2 Die Gesellschaft darf unter anderem direkte oder indirekte Beteiligungen an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften halten, deren Hauptzweck der Erwerb und die Veräußerung, aber auch die Verwaltung, Vermietung von Immobilien und die Durchführung von Bauprojekten ist.

2.3 Die Gesellschaft darf Kredite an Gesellschaften vergeben, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält, sowie an sonstige Gesellschaften, die derselben Unternehmensgruppe angehören, oder diese Gesellschaften in einer anderen Art und Weise unterstützen.

2.4 Die Gesellschaft darf sonst alle Aktivitäten ausführen, die direkt oder indirekt in Zusammenhang mit dem Gesellschaftszweck stehen, oder den Gesellschaftszweck fördern.

3. Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit gegründet.

4. Art. 4. Sitz der Gesellschaft.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt.

4.2 Durch Beschluss der Gesellschafter kann der Sitz an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden. Er kann innerhalb der Gemeinde durch Beschluss der Geschäftsleitung verlegt werden.

4.3 Die Gesellschaft kann Büros und Zweigniederlassungen in Luxemburg und im Ausland errichten.

5. Art. 5. Kapital der Gesellschaft. Das Kapital der Gesellschaft ist auf zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR) festgesetzt, eingeteilt in eintausendzweihundertundfünfzig (1.250) Anteile mit einem Nennwert von je zehn Euro (10,- EUR).

6. Art. 6. Änderungen des Gesellschaftskapitals. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit durch einen Beschluss der Gesellschafter erhöht oder herabgesetzt werden.

7. Art. 7. Gewinnbeteiligung. Jeder Anteil hat ein im Verhältnis zu der Gesamtzahl der Anteile stehendes Anrecht auf die Aktiva und die Gewinne der Gesellschaft.

8. Art. 8. Unteilbarkeit der Anteile. Gegenüber der Gesellschaft sind einzelne Anteile unteilbar; pro Anteil erkennt die Gesellschaft nur einen Inhaber an. Mitinhaber müssen gegenüber der Gesellschaft eine einzige Person als ihren Vertreter benennen.

9. Art. 9. Übertragung von Gesellschaftsanteilen.

9.1 Anteile eines alleinigen Gesellschafters sind frei übertragbar.

9.2 Bei mehreren Gesellschaftern kann die Übertragung von Anteilen an Dritte nur durch eine Mehrheit von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, beschlossen werden. Für die Übertragung von Anteilen unter Gesellschaftern bedarf es eines solchen Beschlusses nicht.

10. Art. 10. Rückkauf von Anteilen.

10.1 Die Gesellschaft ist ermächtigt, Anteile an ihrem eigenen Gesellschaftskapital zu kaufen, soweit sie über genügend verfügbare Reserven verfügt.

10.2 Die Gesellschaft kann Anteile an ihrem eigenen Gesellschaftskapital nur auf Grund eines entsprechenden Beschlusses der Gesellschafter erwerben oder veräußern. Der Beschluss kann nur von einer Mehrheit von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, geschlossen werden.

11. Art. 11. Insolvenz eines Gesellschafters. Das Bestehen der Gesellschaft bleibt unberührt von der Insolvenz eines Gesellschafters.

12. Art. 12. Geschäftsführung - Geschäftsleitung.

12.1 Die Gesellschaft hat mindestens zwei Geschäftsführer. Die Geschäftsführer werden durch Beschluss der Gesellschafter ernannt und ohne Angabe von Gründen abberufen oder ersetzt.

12.2 Die Geschäftsführer bilden die Geschäftsleitung. Die Geschäftsleitung ist zuständig in allen Angelegenheiten, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind.

12.3 Die Beschlüsse der Geschäftsleitung werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Beschlüsse können nur gefasst werden, wenn mehr als die Hälfte der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist.

12.4 Die Geschäftsleitung wählt einen Vorsitzenden für jede Sitzung. Sofern ein Vorsitzender gewählt worden ist, führt dieser den Vorsitz der Sitzung, für die er gewählt wurde. Der Vorsitzende wird von der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gewählt.

12.5 Jede Sitzung muss wenigstens 24 (vierundzwanzig) Stunden im Voraus schriftlich per Brief, Fax oder E-Mail gegenüber jedem Geschäftsführer einberufen werden, außer in Dringlichkeitsfällen. Eine Sitzung der Geschäftsleitung kann von jedem Geschäftsführer einzeln einberufen werden. Wenn alle anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer in der Sitzung erklären, dass sie über die Tagesordnung informiert wurden, kann auf die Einberufung verzichtet werden. Wenn eine Sitzung zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten wird, die vorher in einem Beschluss der Geschäftsleitung festgelegt wurden, ist eine gesonderte Einberufung entbehrlich.

12.6 Jeder Geschäftsführer kann sich vertreten lassen, indem er per Brief, Fax oder E-Mail einen anderen Geschäftsführer zu seinem Vertreter bestellt. Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung per Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch jedes andere ähnliche Kommunikationsmittel, das es den an der Sitzung teilnehmenden Geschäftsführern erlaubt, persönlich ausgewiesen an der Sitzung und an ihrer Beratung teilzunehmen. Die Teilnahme eines Geschäftsführers an einer Sitzung der Geschäftsleitung im Wege einer Telefon- oder Videokonferenz, oder über jedes andere, ähnliche Kommunikationsmittel (wie oben beschrieben) gilt als persönliche Teilnahme; und eine so abgehaltene Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten. Die Beschlüsse der Geschäftsleitung werden in einem Protokoll festgehalten, welches am Sitz der Gesellschaft aufbewahrt wird und von den an der Sitzung teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführern, im Falle einer von einem Vorsitzenden geleiteten Sitzung von diesem, unterschrieben wird. Vollmachten, sofern solche ausgestellt wurden, sind dem Protokoll als Anlage beizufügen.

12.7 Ungeachtet der vorhergehenden Bestimmungen können Beschlüsse der Geschäftsleitung auch auf schriftlichem Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse) und aus einem oder mehreren Dokumenten bestehen, die die Beschlüsse enthalten, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsleitung unterschrieben werden. Als Datum der Beschlussfassung eines solchen Umlaufbeschlusses gilt das Datum der letzten Unterschrift. Ein Umlaufbeschluss gilt als Sitzung, die in Luxemburg stattgefunden hat.

13. Art. 13. Vertretungsmacht - Bevollmächtigung.

13.1 Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift zweier Geschäftsführer nach außen vertreten. Die Geschäftsführer haben umfassende Vertretungsmacht, die Gesellschaft gegenüber Dritten zu vertreten und alle Handlungen und Geschäfte, die im Einklang mit dem Gesellschaftszweck stehen, auszuführen.

13.2 Zwei Geschäftsführer können gemeinsam ihre jeweiligen Befugnisse in Anbetracht bestimmter Handlungen an einen oder mehrere ad-hoc-Bevollmächtigte delegieren. Die jeweiligen Geschäftsführer, die ihre Befugnisse delegieren, legen die Verantwortlichkeiten und die Vergütung des Bevollmächtigten (sofern das Mandat vergütet wird), die Dauer der Bevollmächtigung und alle anderen relevanten Bedingungen fest.

14. Art. 14. Haftung des Geschäftsführers/der Geschäftsführer. Der/die Geschäftsführer haftet/en nicht persönlich für im Rahmen ihrer Funktion ordnungsgemäß im Namen der Gesellschaft eingegangene Verbindlichkeiten.

15. Art. 15. Beschlüsse der Gesellschafter - Gesellschafterversammlung. Die Gesellschafter fassen ihre Beschlüsse schriftlich anstelle einer Gesellschafterversammlung. Bei mehreren Gesellschaftern, werden Beschlüsse durch einfache Mehrheit gefasst. Ein Beschluss zur Änderung der Satzung, ist durch eine Mehrheit von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, zu fassen.

16. Art. 16. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

17. Art. 17. Jahresabschluss.

17.1 Jedes Jahr zum 31. Dezember werden die Bücher der Gesellschaft für das abgelaufene Geschäftsjahr geschlossen und die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung von der Geschäftsleitung aufgestellt.

17.2 Jeder Gesellschafter kann am Ort des Gesellschaftssitzes Einsicht in die Bilanz und in die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

18. Art. 18. Aufsicht und Kontrolle. Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises) wird ernannt.

19. Art. 19. Gewinnverteilung - Rücklagen. Der Nettogewinn der Gesellschaft errechnet sich aus dem Bruttogewinn nach Abzug aller Kosten und Abschreibungen. Aus dem Nettogewinn der Gesellschaft sind fünf Prozent (5%) in die Bildung einer gesetzlichen Rücklage einzubringen, bis diese Rücklage betragsmäßig zehn Prozent (10%) des gezeichneten Gesellschaftskapitals erreicht. Der Saldo des Nettogewinns kann an die Gesellschafter, im Verhältnis ihrer Beteiligung ausgeschüttet werden. Die Geschäftsführer können beschließen eine Zwischendividende auszuzahlen.

20. Art. 20. Auflösung - Abwicklung. Nach Auflösung der Gesellschaft wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt. Der Liquidator bzw. die Liquidatoren werden durch die Gesellschafter unter Festlegung ihrer Befugnisse und Vergütungen ernannt.

Zeichnung und Einzahlung

Die Anteile wurden wie folgt gezeichnet:

OSCAR Lux Carry SCS, wie vorgenannt: 1.250 Anteile

Alle Anteile wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR) ab sofort der Gesellschaft zur Verfügung steht; ein entsprechender Nachweis wurde dem unterzeichneten Notar gegenüber erbracht.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt heute und endet am 31. Dezember 2013.

Kosten

Die Kosten und Auslagen, die der Gesellschaft für diese Gründung entstehen oder die sie zu tragen hat, belaufen sich auf ungefähr achthundertfünfzig Euro (850,- EUR).

Beschluss des Alleinigen Gesellschafters

Im Anschluss an die Gründung der Gesellschaft hat der alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

(1) Die Geschäftsleitung der Gesellschaft hat drei (3) Mitglieder. Zu Geschäftsführern der Gesellschaft werden folgende Personen für unbestimmte Zeit ernannt:

- Dr. Bernhard ENGELBRECHT, geschäftsansässig in 2-4, rue Beck, L-1222 Luxemburg;
- Dr. Florian HEUPEL, geschäftsansässig in 44, rue de Bettembourg, L-5811 Fentange; und
- Frank KEWITZ, geschäftsansässig in Parktower, Bockenheimer Anlage 44, 60322 Frankfurt;

(2) Als Sitz der Gesellschaft wird folgende Adresse bestimmt: 2-4, rue Beck, L-1222 Luxemburg;

(3) Als unabhängiger Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft (réviseur d'entreprises) wird ERNST & YOUNG, eine Aktiengesellschaft mit Sitz in 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B 47.771, ernannt.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der erschienenen Partei, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit Uns dem Notar unterschrieben.

Signé: A. BOLCH, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 10 mai 2013. LAC/2013/21611. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 23 mai 2013.

Référence de publication: 2013067887/156.

(130083208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.

Enzo Immobilière, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 36, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 177.522.

**—
STATUTS**

L'an deux mille treize, le huit mai.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1) Monsieur Salvatore GIALLOMBARDO, administrateur de sociétés, né à Briançon (F), le 13 août 1975, demeurant à L-5760 Hassel, 11 Am Dielchen.

2) Monsieur Tonino LUISI, administrateur de sociétés, né à Turi/Bari (I), le 16 avril 1970, demeurant à L-7595 Reckange-Mersch, 25, rue des Septfontaines.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'acter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux:

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de «ENZO IMMOBILIERE».

Art. 2. Le siège social de la société est établi à Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution du ou des associés prise aux conditions requises pour la modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune dans laquelle son siège social est situé par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'une agence immobilière, la promotion immobilière, l'achat, la vente, la gestion, la gérance d'immeuble, la location et la mise en valeur d'immeubles, ainsi que toute opération se rapportant directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

Elle peut accomplir toutes opérations généralement quelconques commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Elle peut s'intéresser par toute voie dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue, similaire ou connexe, ou de nature à favoriser le développement de son entreprise.

Elle peut créer des bureaux, filiales et succursales au Luxembourg et à l'étranger.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée, à partir de ce jour.

L'année sociale coïncide avec l'année civile sauf pour le premier exercice.

Art. 5. Le capital social entièrement libéré est fixé à douze mille quatre cents euros (12.400.-EUR), divisé en cent parts sociales de cent-vingt-quatre euros (124,- EUR) chacune.

Art. 6. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, salariés ou gratuits sans limitation de durée.

Les associés ainsi que le ou les gérants peuvent nommer d'un accord unanime un ou plusieurs mandataires spéciaux ou fondés de pouvoir, lesquels peuvent engager seuls la société.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles sont indivisibles à l'égard de la société. La cession de parts à des tierces personnes non associées nécessite l'accord unanime de tous les associés.

Art. 8. Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit requérir l'apposition des scellés, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration ou de sa gérance.

Art. 9. La dissolution de la société doit être décidée dans les formes et conditions de la loi. Après la dissolution, la liquidation en sera faite par le gérant ou par un liquidateur nommé par les associés.

Art. 10. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

La première année sociale commencera ce jour et finira le 31 décembre 2013.

63503

Frais

Les frais incombant à la société pour sa constitution sont estimés à 850 EUR.

Souscription et Libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

1) Monsieur Salvatore Giallombardo, préqualifié	50 parts	6.200 EUR
2) Monsieur Tonino Luisi, préqualifié	50 parts	6.200 EUR
Total	100 parts	12.400 EUR

La somme de 12.400 EUR (douze mille quatre cents euros) se trouve à la disposition de la société, ce que les associés reconnaissent mutuellement. Ce montant se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Réunion des associés

Immédiatement après la constitution de la société, les associés présents ou représentés comme indiqué, ont pris à l'unanimité les décisions suivantes:

1. Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

1) Monsieur Tonino LUISI, administrateur de sociétés, né le 16 avril 1970 à Turi/Bari (I), demeurant à L-7595 Reckange-Mersch, 25, rue des Septfontaines., et

2) Monsieur Salvatore GIALLOMBARDO, prénommé.

2. La société est valablement engagée par la seule signature d'un des gérants.

3. Le siège social de la société est fixé à L-1660 Luxembourg, 36, Grand-Rue.

Autorisation de commerce

Le notaire soussigné a informé les comparants qu'avant l'exercice de toute activité commerciale ou toute modification de l'objet social relative à une activité commerciale, ou bien dans l'éventualité où la société serait soumise à une loi particulière en rapport avec son activité, celui-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants; et/ou s'acquitter de toutes autres formalités aux fins de rendre effective l'activité de la société partout et vis-à-vis de toutes tierces parties.

Déclaration

Les comparants déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle que modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la société faisant l'objet des présentes et agir chacun pour son propre compte et certifient que les fonds servant à la libération du capital social ne proviennent pas des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'entête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, représentés comme indiqué, tous connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Giallombardo, Luisi, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 13 mai 2013. Relation: RED/2013/749. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 27 mai 2013.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2013069750/90.

(130085814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Matterhorn Midco & Cy S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 165.826.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 15 avril 2013.

Référence de publication: 2013048769/10.

(130059187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 avril 2013.

TEMTEX S. A. & Cie. Prof. Dr. Harald Stein 3. Leasing S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5444 Schengen, 5, rue Baachergaass.

R.C.S. Luxembourg B 145.958.

AUFLÖSUNG

Geschafterbeschluss im Umlaufverfahren

Die Geschafter der Temtex S.A. & Cie. Prof. Dr. Harald Stein 3. Leasing S.e.c.s. mit dem Sitz in 05 rue Bachergaass, L-5444 Schengen, eingetragen im Handelsregister unter B1 45958 sind

1. INNCONA Management S.ar.l., mit dem Sitz in L-5444 Schengen, 05 rue Baachergaass eingetragen im Handelsregister B 128812,

2. TEMTEX Management S. A. mit dem Sitz in L-5444 Schengen, rue Baachergaass, eingetragen im Handelsregister B 129851, die beiden vorgenannten Gesellschaften als persönlich haftende Geschafter und die TEMTEX Management S. A. als alleinige geschäftsführende Geschafterin sowie

3. Herr Prof. Dr. Harald Stein, wohnhaft in Balbrunner Str. 3, D-14195 Berlin, als alleiniger Kommanditist.

Dies vorausgeschickt, beschließen die Geschafter Folgendes:

A. Die Liquidation der Gesellschaft zum 31.12.2009 ist beendet.

Die Liquidation der Gesellschaft ist beendet. Die Gesellschaft wurde aufgelöst.

B. Hinterlegung der Geschäftsbücher

Die Geschäftsbücher der Gesellschaft werden beim Steuerbüro BSP Steuerberatung UG, Roonstraße 20, D-56068 Koblenz hinterlegt.

Sämtliche Beschlüsse wurden mit den Stimmen des Geschafters Herr Prof. Dr. Harald Stein und damit mit einer Mehrheit von 100% minus einer Stimme gefasst.

Schengen, am 15.12.2012.

Prof. Dr. Harald Stein

Kommanditist

Schengen, am 15.12.2012.

Für die TEMTEX Management S.A.

Dipl. Volkswirt J. Grote

Référence de publication: 2013051752/31.

(130062251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

Victor Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 162.157.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration du 02 novembre 2012

Il résulte des délibérations prises lors de la réunion du Conseil d'Administration de la Société tenue au siège social en date du 02 novembre 2012, que:

1. Le Conseil d'Administration décide, d'accepter la démission avec date d'effet au 02 novembre 2012 de Monsieur Eric ANDRÈS, né le 02 septembre 1962 à Nouvion en Thiérache (France), demeurant à F- 02100 St Quentin, 22, Rue Victor Basch (France), de ses fonctions d'administrateur.

2. Le Conseil d'Administration, en remplacement de l'administrateur démissionnaire, nomme aux fonctions d'administrateur Monsieur Emmanuel ANDRÈS, né le 05 septembre 1968, à Nouvion en Thiérache (France), demeurant à F- 02100 St Quentin, 22, Rue Victor Basch (France), à compter du 02 novembre 2012.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2016.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013050989/21.

(130061725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.